



Cegertec
WorleyParsons

SERVICE CORRECTIONNEL CANADA

Établissement Joliette

400, rue Marsolais, Joliette (Québec) J6E 8V4

Dossier : 550-2-325-2487

N/D : 22602

CAHIER DES CHARGES

21 septembre 2015

PRÉPARÉ ET APPROUVÉ PAR

Aymen Bouraoui, ing.
Structure
Cegertec WorleyParsons

CHARGÉ DE PROJET

Francisco Murias, ing.
Cegertec WorleyParsons

REGISTRE DES ÉMISSIONS			
DATE	ÉMIS POUR	DESCRIPTION	
CM - Commentaires		AO - Appel d'offres	AC - Achat
		CO - Construction	
2015-05-25	CM		
2015-09-21	AO		

<u>Numéro de la section</u>	<u>Titre de la section</u>	<u>Nombre de pages</u>
00 01 07	Page de sceaux et signatures	1
00 01 10	Table des matières	1
00 01 15	Liste des dessins	1
00 73 00	Conditions supplémentaires	9
01 00 50	Instructions générales	7
01 31 13	Coordination du projet	3
01 32 16	Calendrier des travaux	3
01 33 23	Dessins d'atelier, fiches techniques et échantillons	4
01 35 13	Sécurité SCC	7
01 35 30	Santé et sécurité	8
01 35 53	Exigences générales de sécurité	3
01 35 53.13	Consignes de sécurité incendie	3
01 45 00	Contrôle de la qualité	2
01 52 00	Installations de chantier	4
01 57 19	Contrôle provisoire pour la protection de l'environnement	1
01 61 00	Exigences générales concernant les produits	3
01 74 13	Nettoyage au cours des travaux	2
01 74 19	Gestion et élimination des déchets de construction	6
01 78 00	Documents et événements à remettre à l'achèvement des travaux	9
05 50 00	Ouvrages métalliques	8
09 91 00	Peinture	6
10 90 00	Produits manufacturés divers	1

ANNEXE 1

Bordereau de soumission

FIN DE LA SECTION

<u>Numéro</u>	<u>Titre</u>
S-PN-INT-LTR-S01	Secteur-F-cellules Vues en plan et isométries
S-DT-CO-TY-S02	Secteur-F-cellules Coupes et détails
S-DT-CO-TY-S03	Secteur-F-cellules Coupes et détails

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Préambule

.1 Établissement Joliette

Les présentes conditions générales complémentaires s'appliquent de façon spécifique pour le présent projet et ne modifient d'aucune façon la portée de documents d'appel d'offres en construction de l'établissement Joliette.

1.2 Description

.1 Cette division a pour objet de compléter les clauses et les conditions générales du contrat.

.2 À moins d'indications contraires faisant l'objet de cas particuliers et qui seraient écrites sur les plans, les dessins ou autres documents faisant partie du contrat, ces conditions et ces exigences complémentaires s'appliquent sans restriction et selon le cas, à l'entrepreneur général et aux sous-traitants de tous les corps de métiers, relevant des divisions spécifiées dans le présent Cahier des charges, ou pour l'ensemble des travaux d'architecture civil, structure, mécanique et électricité, devant être exécutés pour compléter la construction.

1.3 Références aux autres documents du contrat

.1 Les instructions générales, les conditions générales supplémentaires, les cahiers des charges, les dessins de structure et détails de construction, tous les documents de la soumission et du contrat, les addenda, les annexes et révisions, les conditions de travail et les réglementations provinciales de la main-d'œuvre font partie intégrante du devis descriptif et régiront tout l'ensemble des travaux impliqués dans cette construction. Les documents sont complémentaires et tout élément qui se retrouve dans l'un ou l'autre des documents fait partie intégrante du contrat.

1.4 Portée générale des spécifications pour toutes les divisions du Cahier des charges

.1 Toute mention aux présentes ou toute représentation sur les dessins d'articles, matériaux, opérations ou méthodes de travail signifie que l'entrepreneur est tenu de fournir chaque article mentionné ou représenté et que chacun de ces articles doit être de la qualité décrite ou subordonnée aux réserves données.

.2 L'entrepreneur est donc tenu d'exécuter chaque opération prescrite en conformité aux conditions énoncées et de fournir à ces fins toute la main-d'œuvre, l'outillage et les accessoires requis.

.3 En cas d'incertitude, ou de contradiction dans les documents, l'entrepreneur général ou les sous-traitants sont donc tenus de demander au représentant désigné du SCC, qui verra à contacter le bureau des ingénieurs ou des consultants du projet, toutes les informations supplémentaires qui leur semblent nécessaires, avant la fermeture des soumissions.

.4 Les spécifications suivantes ainsi que tous les dessins se complètent réciproquement. Les divers éléments ou types de finis listés, ne dispense donc pas l'entrepreneur d'exécuter les travaux non spécifiés ci-dessous, qui sont indiqués sur les dessins ou nécessaires à l'exécution complète des travaux dans l'esprit des plans et devis.

.5 L'entrepreneur devra prévoir dans sa soumission tous les coûts de détournement temporaire de tous les services (plomberie, électricité, télécommunication, etc.) requis pour que le bâtiment reste opérationnel, conformément aux prescriptions de la présente section. L'entrepreneur et ses sous-traitants pourront choisir d'utiliser leur propre méthode pour les détournements de service et convenir, sur place, de toute alternative sans coûts additionnels. Conséquemment, comme l'entrepreneur est un gestionnaire des travaux, il doit s'assurer que les sous-traitants de toutes les disciplines concernées ont prévu, dans leurs

soumissions, les sommes d'argent couvrant ces travaux. Pendant le chantier, aucune somme additionnelle ne sera approuvée en ordre de changement pour exécuter des travaux de détournement temporaire de service qu'ils soient montrés dans les dessins ou non.

- .6 À moins de réserves faites au préalable auprès de l'entrepreneur général ou des ingénieurs, le début des travaux par un sous-traitant ou l'entrepreneur signifiera l'acceptation implicite des conditions de l'état de l'ouvrage auquel ou sur lequel ses travaux devront être exécutés. Par conséquent, la mauvaise qualité des travaux d'un autre sous-traitant ou de l'entrepreneur, des imperfections, des erreurs ou omissions, etc. ne pourront servir d'excuses ni de prétextes à la mauvaise qualité d'exécution d'un travail accompli par un autre sous-traitant. Des coûts supplémentaires ne pourront pas, évidemment, être accordés pour ces mêmes raisons.
- .7 Certains travaux ou matériaux peuvent être décrits dans les dessins sans nécessairement faire l'objet d'une section de devis ou sans être spécifiquement décrits dans une section de devis. Il est de la responsabilité de l'entrepreneur général de décider qui exécutera ces travaux et qui fournira ces matériaux.

1.5 Coopération et coordination avec les autres corps de métiers

- .1 Assurer une entière coopération avec tous les corps de métiers, sans exception, concernés par ces travaux, pour la fourniture et la pose de tous les éléments nécessaires à l'exécution de ce travail.
- .2 À moins d'indications contraires, le fabricant doit fournir les accessoires nécessaires permettant de compléter, sur place, l'installation des éléments qu'il a fabriqués
- .3 Quand l'installation est à la charge du sous-traitant, ce dernier fournira les matériaux, la main-d'œuvre et l'équipement requis pour compléter l'installation de ses travaux.
- .4 Surintendant du projet : le propriétaire se réserve le droit d'exiger de l'entrepreneur général le remplacement du surintendant pour un fonctionnement ou une coordination inadéquate du chantier. En aucun moment, des frais inhérents à son remplacement ne pourront être chargés au propriétaire.
- .5 Toutes les dimensions sont à vérifier sur place et à coordonner avec les autres corps de métiers.

1.6 Limites de chantier

- .1 L'entrepreneur général respectera les limites de chantier établies tout en respectant les conditions requises et mentionnées sur les plans, au devis et par les autres prescriptions des ingénieurs-conseils.
- .2 Après chaque quart de travail, l'entrepreneur général devra s'assurer de la propreté à l'extérieur des divisions temporaires dans les voies de circulation de ses employés et sous-traitants.

1.7 Santé et sécurité sur le chantier

- .1 Se référer à la section 01 35 13 – Sécurité SCC et à la section 01 3530 – Santé et sécurité.

1.8 Préparation des lieux

- .1 Au début et au cours des travaux, préparer les lieux d'avance et en fonction des ouvrages devant y être exécutés.
- .2 Prévoir l'arrivée des matériaux et équipements de façon à ne pas obstruer ou même réduire les passages d'accès aux heures d'affluence. Libérer et transporter hors du site tout résidu provenant des travaux de construction ou de démantèlement. Autant que possible, livrer les matériaux immédiatement avant leur usage ou installation, de manière à ne pas encombrer inutilement les passages et accès aux édifices.

- .3 Dans les entrées et aux autres endroits, libérer les espaces de tout encombrement pour permettre l'accès facile là où les ouvrages doivent être exécutés. Libérer les entrées et construire les protections requises afin d'en permettre l'utilisation aux usagers avec sécurité, en tout temps.
- .4 Planifier, coordonner et préparer le travail de chacune des opérations, de façon à éviter les délais et pertes de temps dus à imprévisibilité des lois ou règlements, au chevauchement nuisible de certains ouvrages, à l'encombrement inutile, aux difficultés d'accès, aux ouvrages de base et de préparation incomplets, inadéquats ou défectueux, aux services d'approvisionnement d'électricité, d'eau ou autre inadéquats, et à toutes les autres causes ou conditions défavorables semblables.
- .5 Avant de débiter quelques travaux que ce soit, coordonner et déterminer, avec chaque sous-traitant, les espaces de travail requis pour effectuer son travail.
- .6 À la suite de la coordination avec tous les sous-traitants, l'entrepreneur devra soumettre à l'ingénieur et au Propriétaire, avant le début des travaux, aux fins d'approbation, un schéma d'organisation de chantier accompagné d'une courte description écrite, définissant clairement les méthodes employées, les abris, les chutes à déchets, les pare-poussière et pare-bruit au besoin, le genre et l'emplacement des échafaudages, élévateurs et monte-charge, ainsi que les espaces réservés aux bâtiments de chantier, espaces de travail et d'entreposage.

1.9 Conditions des lieux

- .1 Les travaux devront être planifiés et exécutés de manière à minimiser les inconvénients tels qu'interférences, troubles, bruits, poussières, gaz des moteurs à combustion et autres nuisances; les aires de travail devront être zonées et, lorsque requises ou exigées par l'ingénieur, des protections temporaires adéquates devront être installées pour isoler les endroits à construire où nécessaires (selon les exigences du propriétaire).

1.10 Travaux par temps froid

- .1 L'entrepreneur général prévoira dans sa soumission toutes les dépenses occasionnées pour les travaux réalisés par temps froid.
- .2 Tous les travaux devant être protégés contre les intempéries et le froid le seront à l'aide d'abris et d'un système de chauffage permettant le maintien de la température désirée pour la bonne réalisation des travaux.

1.11 Protection du public, des ouvriers et des occupants

- .1 Selon les règlements de la commission de la Santé et de la Sécurité au Travail, l'entrepreneur est le maître d'œuvre.
- .2 En complément à l'article 4.7 des conditions générales, l'entrepreneur doit :
 - .1 Ériger et maintenir en bon état, des garde-fous, cloisons, grillages, ponts couverts et autre moyen de protection temporaire approprié autour de l'édifice, autour des ouvertures et échafaudages ainsi qu'aux autres endroits dangereux autour de l'édifice et sur le terrain.
- .3 Fournir, installer et maintenir en opération, durant les périodes d'obscurité, des feux ou lumières de garde aux endroits où il y a des rampes, obstructions, passerelles couvertes, objets ou équipements dangereux, et à tout autre endroit de cette nature à l'édifice et sur le terrain.
- .4 Les moyens de protection doivent être conformes à la Loi de la santé et sécurité au travail. Protéger les trottoirs et tout endroit de passage avec des panneaux de contreplaqué.

- .5 L'ingénieur aura le droit, sans mise en demeure préalable, de pourvoir aux frais de l'entrepreneur, aux mesures que celui-ci négligera de prendre, soit le maintien des communications, soit pour la protection du public et des ouvriers de l'entreprise.
- .6 L'entrepreneur aura la responsabilité d'ériger et de maintenir en place des écriteaux, barricades et barrières requis pour assurer la sécurité des occupants, des piétons et des automobiles ayant à circuler sur le site. Cependant, ce travail devra obligatoirement être coordonné avec le service de sécurité du Propriétaire de même que les autorités municipales.
- .7 Le programme de prévention de l'entrepreneur propre au chantier devra être coordonné au programme de prévention du Propriétaire.
- .8 L'entrepreneur a l'obligation de maintenir en tout temps les accès aux pompiers. Ces accès devront être coordonnés avec le service de sécurité incendie qui dessert l'établissement.

1.12 Accès au site des travaux

- .1 Aucune voie de circulation ne devra être obstruée en aucun temps. Les accès piétonniers du public, durant les différentes phases, devront être clairement définis.
- .2 Le contrôle, la surveillance et l'entretien des voies d'accès et de circulation sur le terrain, en dehors du site de la construction, sont de l'autorité du propriétaire, sauf les voies d'accès temporaires à l'usage de l'entrepreneur.
- .3 L'entrepreneur est responsable des dommages causés sur le site ou hors du site du secteur où s'effectuent les travaux par les véhicules lourds transportant les matériaux d'excavation, de démolition ou de construction. Le trajet emprunté par les véhicules doit être approuvé par les autorités compétentes.
- .4 Les accès doivent être réalisés en fonction d'assurer la sécurité du public et des ouvriers dans le secteur où s'effectuent les travaux, tant du point de vue des services municipaux que des services de police, d'ambulance et de pompiers.

1.13 Obstruction à la circulation

- .1 L'entrepreneur devra se conformer aux mesures et aux précautions qui lui seront prescrites par le propriétaire pour que l'outillage, les installations et les travaux de ses chantiers ne gênent ni n'entravent la circulation et ne soient la cause d'aucun accident

1.14 Aires pour entreposage

- .1 En principe, aucun entreposage massif ne sera autorisé sur le chantier, sauf dans des espaces limités et bien définis par l'ingénieur et le propriétaire pour stocker certains matériaux en quantité suffisante pour alimenter les travaux et en assurer la continuité.

1.15 Locaux de chantier

- .1 Les locaux de chantier devront être installés à l'intérieur des limites de chantier.
- .2 L'entrepreneur devra donner libre accès aux professionnels au bureau de chantier et leur réserver un pupitre avec tiroirs, une filière et supports à plans.
- .3 Les installations devront être conservées propres en tout temps. (À valider par le propriétaire à la réunion de démarrage.)

1.16 Échafaudages et monte-charge temporaires

- .1 Fournir, installer et maintenir en service et en bon état d'utilisation durant tout le temps de la construction, tout l'équipement général de service temporaire de déplacement requis comprenant des monte-charge, des escaliers, rampes, échelles, échafaudages, trottoirs, passerelles, etc., nécessaires à l'exécution efficace des travaux en général et pour l'utilité générale de tous les ouvriers.
- .2 L'équipement de service temporaire doit être conforme aux lois et règlements provinciaux concernant la prévention des accidents du travail.
- .3 L'entrepreneur doit ériger des chutes à déchets incorporées aux échafaudages, installées à l'intérieur des espaces occupés par ces derniers. La chute installée parallèlement au mur se déversera dans des contenants spécialement conçus à cette fin et munis de bâches de couverture pour éviter les nuages de poussière. Les chutes à déchets doivent être installées de façon à ne pas nuire aux installations du propriétaire. Elles ne doivent pas être en conflit ni interférer avec les équipements du bâtiment. La localisation des chutes à déchets doit être approuvée par l'établissement.

1.17 Protection des matériaux

- .1 Durant la période d'entreposage, protéger contre tout dommage les matériaux et les produits manufacturés livrés au chantier.
- .2 Protéger les matériaux et les produits manufacturés selon les instructions imprimées du manufacturier.

1.18 Protection des ouvrages en place et du site

- .1 Protéger au moyen de toile, contreplaqué ou d'autres types de matériaux appropriés, les autres ouvrages situés à proximité des travaux et à proximité des rampes, des échelles et des autres moyens temporaires de transport et de circulation.
- .2 Durant les périodes de température inclémante, protéger les ouvrages en voie d'exécution ou exécutés contre toute détérioration, au moyen d'abris temporaires et d'autres moyens appropriés. Protéger également de l'humidité et de l'eau les ouvrages susceptibles d'être endommagés par ces éléments.
- .3 Recouvrir d'un contreplaqué les surfaces finies qui doivent être protégées pour permettre l'exécution des travaux.
- .4 Protéger tous les équipements qui sont confiés à la garde de l'entrepreneur.
- .5 Effectuer les ouvrages de manière à ne pas endommager ou souiller les propriétés avoisinantes, les voies piétonnières et les voies de circulation automobile.

1.19 Protection des structures existantes

- .1 L'entrepreneur doit, à ses propres frais, protéger, étayer, soutenir, détourner et rétablir en bon état, à la satisfaction des intéressés les conduits d'eau, d'égout, les fils souterrains de téléphone ou d'électricité, les drains, conduits de gaz bâtiments, clôtures, poteaux de téléphone, de télégraphe, d'énergie ou autres structures qui seront rencontrées, dérangées ou endommagées au cours des travaux.

1.20 Enlèvement des ouvrages temporaires

- .1 Au fur et à mesure de la progression des travaux, enlever les échafaudages, rampes, passerelles, échelles et les autres ouvrages temporaires de même nature qui ne sont plus requis.
- .2 Au parachèvement des travaux, enlever les équipements, accessoires, matériaux, réseaux, etc. provenant des ouvrages temporaires et laisser l'édifice et le terrain libres de tous matériaux de rebut ou en surplus.

1.21 Réparations générales

- .1 L'entrepreneur doit effectuer les réparations et le ragréage des surfaces qu'il aurait endommagées. Ces réparations doivent être effectuées immédiatement après les travaux.
- .2 Avant chaque acceptation finale par le propriétaire, l'entrepreneur doit procéder à la réparation de toutes les surfaces qui auraient été endommagées par l'entrepreneur ou ses sous-traitants dans l'exécution de ses/leurs travaux quels qu'ils soient.

1.22 Permis et autorisation

- .1 Il est de la responsabilité de l'entrepreneur général d'obtenir des autorités municipales et gouvernementales, tous les renseignements pertinents sur les lois et règlements en vigueur régissant les travaux de construction dans la province et la localité où les travaux doivent être exécutés ainsi que les contingences d'exécution spécifiques des lieux.
- .2 Le permis de construction sera aux frais de l'entrepreneur.

1.23 Toilettes

- .1 L'entrepreneur général doit maintenir en opération sur le chantier, pendant la durée des travaux, des toilettes chimiques en plastique et en faire assurer l'entretien normal ou se coordonner avec le client de la possibilité d'utilisation des toilettes locales sous sa probation.

1.24 Contenants à rebuts

- .1 Les contenants à rebuts doivent être vidés tous les jours.
- .2 Le transport et les frais de dépotoir seront assumés par l'entrepreneur.
- .3 Aucun contenant à rebuts rempli à plus de 50 % ne pourra être laissé sur les lieux la nuit.

1.25 Dégâts d'eau

- .1 Tous les dommages causés par des dégâts d'eau imputables à l'entrepreneur doivent être réparés à ses frais.
- .2 En cas d'infiltration d'eau, l'entrepreneur doit commander, à ses frais, une vérification des emplacements touchés par les infiltrations. Ces travaux doivent être réalisés par un laboratoire ayant une expertise dans la détection de moisissure. Un rapport complet doit être remis aux professionnels. Le rapport doit préciser l'ampleur des dégâts et émettre des recommandations pour le nettoyage et la décontamination des lieux affectés.

1.26 Revue des dessins d'atelier

- .1 Tous les dessins d'atelier doivent avoir fait l'objet d'une revue par l'ingénieur et/ou les ingénieurs avant la fabrication de produits, d'équipement, etc.
- .2 Tous les produits, équipements dont les dessins d'atelier, etc. qui n'auront pas été vérifiés par les ingénieurs avant leur expédition seront automatiquement refusés.
- .3 Se référer à la section 01 33 23 – Dessins d'atelier, fiches techniques et échantillons.

1.27 Surveillance et coordination : responsabilité de l'entrepreneur général

- .1 L'entrepreneur général doit coordonner lui-même les travaux des différents corps de métier.

- .2 L'entrepreneur général doit surveiller les travaux de ses sous-traitants et s'assurer qu'ils sont exécutés conformément aux plans et devis.
- .3 Avant de transmettre une demande de réception aux ingénieurs, l'entrepreneur général doit vérifier les listes de déficiences remises par les professionnels après leur visite de vérification et s'assurer lui-même que chacun des items inscrits dans les listes a été corrigé.

1.28 Gestion de chantier

- .1 **Instructions supplémentaires à l'entrepreneur** : instructions écrites émises à l'entrepreneur, par les professionnels, pour modifier ou clarifier une situation, un détail ou un fini sur le chantier. Ces instructions supplémentaires ne génèrent pas de coûts additionnels au contrat.
- .2 **Directives de changement** : instructions écrites émises à l'entrepreneur, par les professionnels, pour modifier ou clarifier une situation, un détail ou un fini sur le chantier. Ces directives de changement génèrent de coûts additionnels au contrat.
- .3 **Ordre de changement** : document officiel, modifiant le coût du contrat et le délai d'exécution, s'il y a lieu. Le formulaire d'ordre de changement est un formulaire administratif, complémentaire aux directives de changement Il est produit par les ingénieurs.
- .4 **Production des ordres de changements** : l'ingénieur produit un ordre de changement en relation avec la directive de changement. L'ordre de changement est émis selon une numérotation que l'entrepreneur devra utiliser pour traiter toutes les données relatives à ce changement.
- .5 **Numérotation des ordres de changement** : les numéros d'émission des ordres de changements seront donnés par l'ingénieur, sur le formulaire d'ordre de changement transmis à l'entrepreneur. Il tiendra à jour un registre des directives de changement, qu'il remettra à toutes les réunions de chantier.
- .6 **Détails des coûts de l'ordre de changement** : suite à l'émission de la directive de changement, par les professionnels, l'entrepreneur fera parvenir aux professionnels son estimation des coûts et tous les documents nécessaires à l'analyse des coûts par les professionnels. Tout document devra être identifié selon le numéro d'ordre de changement ou la demande de changement auquel il se référera.
- .7 **Proposition de coûts** : l'entrepreneur devra fournir une description détaillée des coûts des matériaux, des quantités, ainsi que le détail du coût de la main-d'œuvre par corps de métier, avec le temps et les taux horaires applicables, les coûts d'administration et de profit applicable à l'ordre de changement et tout autre coût relatif à l'avenant. L'ordre de changement devra être complet et traiter de tous les travaux reliés à l'ordre de changement, incluant le coût des retards d'exécution. Les frais généraux admissibles incluent tous les frais.

Les coûts de l'entrepreneur sont majorés selon les pourcentages autorisés, dans les conditions générales du propriétaire, pour couvrir les frais généraux, les frais d'administration et les profits sur les travaux.

- .8 **Les taux horaires applicables** : pour l'évaluation des changements aux contrats, les taux horaires seront ceux, derniers en vigueur, de la grille des coûts horaires de la main-d'œuvre de l'Association de la construction du Québec (<http://www.acq.org/>).

- .9 **Documentation pour signature** : lorsqu'il y aura entente entre les parties et que les coûts seront jugés satisfaisants par les professionnels, l'entrepreneur devra fournir trois copies des formulaires d'ordre de changement, préalablement émis par l'ingénieur, en prévision de la signature des professionnels et du propriétaire pour l'approbation finale de l'ordre de changement. L'entrepreneur devra remplir le formulaire et joindre à l'ordre de changement tous les documents relatifs à l'ordre de changement tels que l'historique de la modification, toutes les directives des professionnels relatives à l'ordre de changement, le détail complet des coûts de la modification et l'approbation du professionnel.

1.29 Protection des éléments de finition

- .1 L'entrepreneur a la responsabilité de protéger contre tout dommage tous les éléments existants qui servent d'accessoires de décoration ou de finition. Les éléments endommagés doivent être remplacés.

1.30 Documents exigés pour le certificat de réception sans réserve des travaux

- .1 L'entrepreneur doit fournir à l'ingénieur tous les documents ci-dessous mentionnés et qui sont exigibles par le propriétaire aux fins d'obtention du certificat de réception sans réserve des travaux.
- .2 Déclaration assermentée de l'entrepreneur que tous les salaires des ouvriers ont été payés en tous les cas en stricte conformité avec l'échelle du salaire de la convention de travail collective relative à l'industrie de la construction dont la juridiction territoriale s'étend à la région.
- .3 Les quittances de tous les sous-traitants et fournisseurs, pour la même période couverte par la déclaration assermentée.
- .4 Le dossier de projet contenant les renseignements généraux, la description des produits et toutes les attestations exigées conformément à la section 01 78 00 – Documents et éléments à remettre à l'achèvement des travaux.
- .5 Les manuels d'entretien conformément à la section 01 78 00 – Documents et éléments à remettre à l'achèvement des travaux.

1.31 Déclaration statutaire et quittances

- .1 L'entrepreneur fournira une déclaration assermentée avec toute demande de paiement qu'il présentera subséquemment à la première ainsi que toutes les quittances des fournisseurs et sous-traitants qu'ils aient dénoncé leur contrat ou non.

1.32 Permis de travail à chaud

- .1 Avant d'entreprendre tout travail à chaud (travail mettant en jeu des flammes à découvert ou générant de la chaleur ou des étincelles, ou les deux), l'entrepreneur doit se procurer, auprès d'un responsable du propriétaire, les directives de l'établissement et se conformer aux exigences de l'établissement.

1.33 Plans de construction

- .1 Le propriétaire fournira une copie complète en format PDF des plans et devis émis pour construction.

1.34 Plan de communication

- .1 Pour faciliter la communication sur le chantier, l'entrepreneur doit préparer et déposer un plan de communication à l'intérieur du chantier. Son plan de communication doit inclure la fourniture de radios-émetteurs.
- .2 L'entrepreneur doit obtenir l'autorisation de l'établissement avant d'utiliser un système de communication (radio-émetteur) de façon à s'assurer qu'il n'y aura pas d'interférence avec les systèmes de l'établissement.

1.35 Travaux par d'autres

- .1 Dans les plans et devis, la mention « par d'autres divisions » ou « par d'autres sections », implique que ces travaux relèvent soit de l'entrepreneur général, soit d'une autre section ou division du devis.
- .2 Lorsque des travaux ne font pas partie du contrat, la mention « Hors contrat » apparaît spécifiquement.
- .3 L'entrepreneur général doit consulter en détail tous les plans et devis d'architecture, de structure, de mécanique et d'électricité afin d'inclure à son contrat les travaux désignés par la mention « par d'autres divisions », « par l'entrepreneur général » ou tout autre terme semblable.
- .4 Certains de ces travaux peuvent déjà avoir été inclus dans d'autres sections de devis ou d'autres dessins. Il appartient donc à l'entrepreneur général de consulter l'ensemble des documents afin de répertorier ceux qui seront déjà sous la gouverne des autres sections spécifiques de devis ou encore illustrés sur les plans des autres disciplines ou spécialités. Ceux qui ne sont pas déjà spécifiquement décrits ou répertoriés sur les plans ou dans les devis des autres divisions relèveront alors de l'entrepreneur général.

1.36 Produits et matériaux

- .1 Tous les produits et matériaux spécifiés au présent devis ou sur les dessins de structure doivent être installés conformément aux recommandations du manufacturier. En cas de contradiction entre les directives transmises et les exigences spécifiées aux différentes sections et les recommandations du manufacturier, ces dernières s'appliquent en priorité.
- .2 L'entrepreneur doit obtenir du manufacturier toutes les recommandations d'installation et de finition et mettre en œuvre tous les moyens requis pour obtenir des résultats satisfaisants et répondant aux besoins du propriétaire.

PARTIE 2 – PRODUITS

SANS OBJET

PARTIE 3 – EXÉCUTION

SANS OBJET

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Références

- .1 Code national du bâtiment du Canada (CNB) 2010, incluant toutes les modifications jusqu'à la date de clôture des soumissions.

1.2 Description et séquence des travaux

- .1 Les travaux faisant l'objet du présent contrat doivent être réalisés en une seule phase. La description générale qui suit ne constitue qu'une énumération sommaire des principales interventions. L'analyse détaillée des documents d'appel d'offres permettra au soumissionnaire d'identifier la portée réelle des travaux.
- .2 Il est également important de prendre avis que chaque partie du projet qui fera l'objet d'une prise de possession par le SCC devra être complètement opérationnelle, c'est-à-dire que le SCC devra être en mesure d'assurer à ses usagers les services prévus.

.1 Travaux de renforcement structural

- .1 L'entrepreneur doit nettoyer toutes les fissures et les ouvertures selon les recommandations du fabricant avant l'application des produits et les éléments de renforcement. Voir les dessins de structure.
- .2 L'entrepreneur doit remplir les fissures et les ouvertures avec de l'adhésif tel qu'indiqué sur les dessins de structure.
- .3 L'entrepreneur doit fabriquer, fournir et installer les ancrages de fixation des nouvelles cornières de renforcement structural.
- .4 L'entrepreneur doit fabriquer, fournir et installer les cornières de renforcement structural.

.2 Travaux de peinture

- .1 L'entrepreneur doit préparer les surfaces à peindre selon les recommandations des fabricants.
- .2 L'entrepreneur doit peindre les surfaces indiquées sur les dessins de structure selon les recommandations des fabricants et selon la section 09 91 00 – Peinture du présent devis.

.3 Séquence des travaux

PHASES DES TRAVAUX	DURÉE	DESCRIPTION
Pause	1 semaine	Transfert des détenues de l'unité A (lits 1 à 4 – n° 1604)
Phase 2	2 semaines	Travaux de renforcement et de peinture de l'unité A
Pause	1 semaine	Transfert des détenues de l'unité B (lits 5 à 10 - n° 1610) et réhabilitation de l'unité A
Phase 3	2 semaines	Travaux de renforcement et peinture de l'unité B
Pause	1 semaine	Réhabilitation de l'unité B
Correction des déficiences	1 semaine	Travaux déficients ou manquants pour le projet visé (325-2487)
FIN DES TRAVAUX		

1.3 Visite des lieux par les soumissionnaires

- .1 Pour des raisons de sécurité, à l'intérieur du pénitencier, la visite des lieux se fera à heure fixe, à un moment déterminé aux documents d'appel d'offres. Le rendez-vous aura lieu à l'entrée principale de l'institution concernée. La visite des lieux est obligatoire.
- .2 Procéder à l'examen des lieux et des conditions particulières qui pourraient affecter les travaux. La remise d'une soumission implique une confirmation de la part du soumissionnaire qu'il en accepte les conditions.

1.4 Contrôle de sécurité

- .1 Tous les travailleurs seront obligés de se soumettre à une vérification de sécurité afin d'être accrédités d'un niveau de sécurité tel que requis par le Service correctionnel Canada et Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada.
- .2 La section 01 35 13 – Sécurité SCC décrit les procédures détaillées de l'enquête sécuritaire.
- .3 Au début des travaux, une assemblée spéciale de chantier sera tenue en présence des représentants de l'établissement pour définir les consignes de sécurité et du travail de chantier en milieu carcéral.

1.5 Codes

- .1 Exécuter les travaux conformément au Code national du bâtiment du Canada (CNB) et à tout autre code provincial ou local qui s'appliquent. En cas de divergence ou de contradiction, les exigences les plus strictes prévaudront.
- .2 Exécuter les travaux de manière à satisfaire à toutes les exigences :
 - .1 Des documents contractuels.
 - .2 Des normes et codes spécifiés ainsi que des autres documents cités en référence.

1.6 Documents requis

- .1 Conserver sur le chantier un exemplaire de chacun des documents suivants :
 - .1 Dessins contractuels.
 - .2 Devis.
 - .3 Addenda.
 - .4 Dessins d'atelier révisés.
 - .5 Ordres de modification.
 - .6 Autres avenants aux contrats.
 - .7 Rapports des essais effectués sur place.
 - .8 Calendrier approuvé des travaux.
 - .9 Instructions de pose et de mise en œuvre fournies par les fabricants.

1.7 Calendrier des travaux

- .1 Entreprendre la planification des travaux immédiatement après avoir reçu l'avis d'acceptation de votre offre. Les travaux faisant l'objet du présent document, incluant les corrections aux défauts de construction, doivent être complétés à l'intérieur de l'échéancier spécifié à ce document. En cas de non-respect de l'échéancier des mesures seront prises conformément aux clauses et conditions uniformisées d'achat de Travaux Publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- .2 Dans les **5** jours ouvrables suivant l'attribution du marché, soumettre le calendrier des travaux indiquant l'avancement des diverses étapes du projet et la date d'achèvement des travaux, lesquels devront être terminés dans les **8** semaines suite à l'octroi du contrat.
- .3 Dans les **5** jours ouvrables suivant l'attribution du marché, soumettre les formules d'enquête de sécurité pour approbation.
- .4 Dans les **10** jours ouvrables suivant l'attribution du marché, soumettre les dessins d'atelier, les fiches techniques et les échantillons.
- .5 La séquence des travaux se définit comme suit :
 - .1 Rencontre de démarrage et soumission du calendrier, des dessins d'ateliers, des fiches techniques, des échantillons et des formules d'enquête de sécurité pour approbation.
 - .2 Approbation des documents soumis.
 - .3 Début des travaux.
 - .4 Voir phasage des travaux à l'article 1.2 de la présente section.
 - .5 Soumettre les manuels d'exploitation et d'entretien pour approbation.
 - .6 Acceptation provisoire.
 - .7 Correction des déficiences.
 - .8 Acceptation finale.
- .7 Dans les **5** jours ouvrables suivant l'attribution du marché, l'entrepreneur devra fournir, sous une forme jugée acceptable par le chargé de projet, un calendrier des travaux indiquant :
 - .1 Les dates de soumission des dessins d'atelier, des listes de matériaux et des échantillons.
 - .2 Les dates de livraison des pièces d'équipement et des matériaux.
 - .3 Les dates du début et de la fin des travaux décrit dans chaque section du devis.
 - .4 La date définitive d'achèvement des travaux par rapport au délai d'achèvement stipulé aux documents contractuels.
- .8 Des révisions provisoires de l'état d'avancement des travaux, d'après le calendrier d'exécution soumis, seront effectuées au gré du chargé de projet du SCC. Le calendrier sera mis à jour par l'entrepreneur, avec la collaboration et l'approbation du chargé de projet du SCC.

- .9 Le chantier devra être ininterrompu et seuls les délais prévus pour le déménagement du SCC (transferts de détenues et réhabilitation des unités) pourront justifier la suspension momentanée des travaux.
- .10 Aucun supplément ou réclamation ne pourra être accordé à l'entrepreneur pour des délais autres que ceux clairement définis en raison de travaux additionnels identifiés dans les documents « Ordres de changement ».

1.8 Acceptation des équivalents

- .1 La firme qui suggère des substituts ou équivalents en regard aux produits mentionnés dans le devis, les plans ou autres clauses contractuelles, doit inclure à sa proposition les fiches techniques pour approbation par le comité d'évaluation. Ces produits doivent être de qualité égale ou supérieure afin que la proposition soit retenue sinon, elle sera refusée. La proposition financière doit refléter ces substituts.
- .2 Il appartient à l'entrepreneur de fournir la preuve d'équivalence. La demande d'équivalence devra être présentée de façon claire et comprendre tous les détails qui permettront d'en faire l'analyse.
- .3 Les principaux critères d'acceptation des équivalents sont : construction, rendement, capacité, dimensions, agencement des raccords, disponibilité des pièces de rechange, facilité d'entretien, délais de livraison, existence d'appareils semblables en service depuis quelque temps.
- .4 Si l'emploi d'un appareil accepté comme équivalent cause des changements aux installations montrées sur les plans ou devis, ces changements seront la responsabilité de l'entrepreneur général qui devra de plus, prendre à sa charge les modifications pouvant être requises dans les travaux des entrepreneurs spécialisés à cause de ces changements.

1.9 Ventilation des coûts

- .1 Avec sa soumission, l'entrepreneur devra présenter une ventilation détaillée des coûts relatifs à ce marché, indiquant également le prix global du marché **sur le bordereau de soumission** joint en annexe. Une fois approuvée, la ventilation des coûts servira de base de référence aux fins de calcul des acomptes.

1.10 Paiements

- .1 Le paiement se fera sur une base mensuelle, au prorata de l'avancement des travaux. Avant d'envoyer une facture, l'entrepreneur devra transmettre pour approbation une demande de paiement ventilée, selon le bordereau de soumission, avec le pourcentage d'avancement pour chaque article. Une retenue de 10 % devra être appliquée sur le montant total de la demande de paiement avant taxe. La retenue sera payable à l'acceptation finale des travaux.

1.11 Mesurage aux fins de paiement

- .1 Aviser l'ingénieur suffisamment à l'avance avant le début des travaux pour lui permettre d'effectuer le mesurage nécessaire aux fins de paiement.

1.12 Utilisation des lieux par l'entrepreneur

- .1 Pendant la construction, l'établissement doit être maintenu en activité complète; à cet effet, le chargé de projet du SCC ou le responsable de la sécurité de l'établissement pourra demander à l'entrepreneur de cesser sur le champ, temporairement, l'exécution d'un ouvrage, de manière à ne pas compromettre les activités de l'établissement.
- .2 Utilisation des lieux; accès limité à l'enceinte de chantier. Les travaux et ouvrages identifiés à être exécutés en dehors de l'enceinte du chantier, doivent être exécutés par une équipe accompagnée d'une escorte fournie par le SCC, voir section 01 35 13 – Sécurité SCC.

- .3 Exécuter les travaux en dérangeant le moins possible les occupants et en assurant, dans la mesure du possible, une utilisation normale des locaux. S'entendre avec le chargé de projet du SCC pour faciliter l'exécution des travaux.
- .4 Maintenir en tout temps les services existants dans les bâtiments.

1.13 Ambiance bruyante et téléphone cellulaire

- .1 Aucun appareil radio ou «tonitruant» n'est permis sur le chantier.
- .2 L'usage ou le port d'un téléphone cellulaire est interdit à l'intérieur des limites de l'établissement.

1.14 Stationnement sur le chantier

- .1 L'entrepreneur doit se limiter aux aires de stationnement autorisées par le directeur de l'établissement.

1.15 Réunions de chantier

- .1 Tenir des réunions de chantier aux heures et aux endroits approuvés par le chargé de projet du SCC.
- .2 Aviser tous les participants de la tenue d'une réunion de chantier.
- .3 L'ingénieur organisera des réunions de chantier, en fixera la date et l'heure, et se chargera de préparer et de distribuer les comptes rendus.

1.16 Emplacement des appareils et des équipements divers

- .1 L'emplacement des appareils et équipements divers ainsi que des prises de courant indiqué dans les dessins ou le devis doit être considéré comme approximatif.
- .2 Installer les appareils et équipements ainsi que les éléments des réseaux de distribution de manière à limiter les encombrements et à conserver le plus de surface utile possible, et ce, conformément aux recommandations du fabricant quant à la sécurité, à l'accès et à l'entretien.
- .3 Informer le chargé de projet de la proximité de la date d'installation et demander son approbation quant à l'emplacement désigné.
- .4 Lorsque le chargé de projet le demande, soumettre des plans de repérage indiquant la position relative des divers équipements et réseaux.

1.17 Ouvrages dissimulés

- .1 Sauf indication contraire, dissimuler les tuyaux, les conduits et la filerie dans les planchers, les murs et les plafonds des aires finies.

1.18 Percement et scellement

- .1 Obtenir l'approbation de l'ingénieur avant de couper ou de percer un élément porteur, ou d'y insérer un manchon.
- .2 Exécuter les travaux de percement et de scellement nécessaires pour que les ouvrages qui doivent être raccordés ou liés à d'autres le soient avec précision et sans jeu.
- .3 Faire les percements de manière que les rives soient propres, droites et lisses.

- .4 Lorsque l'adjonction d'un nouvel ouvrage entraîne des modifications à un ouvrage existant, exécuter les travaux de percement, de scellement et autres réparations nécessaires pour remettre l'ouvrage existant dans son état antérieur.

1.19 Réseaux existants

- .1 Lorsque les travaux effectués nécessitent le raccordement à des réseaux existants, exécuter ces travaux aux heures fixées par les autorités compétentes, en gênant le moins possible la circulation des piétons et des véhicules.
- .2 Soumettre au chargé de projet du SCC le calendrier des travaux et obtenir son approbation au moins 48 h à l'avance quant à toute coupure ou interruption des réseaux ou services existants. Faire les coupures selon le calendrier approuvé et en avertir au préalable les personnes touchées.
- .3 S'il arrivait que des installations non repérées soient découvertes au cours des travaux, en aviser immédiatement l'ingénieur et lui faire parvenir un rapport écrit sur les constatations.
- .4 Enlever toutes les canalisations de service abandonnées qui se trouvent dans un rayon de **2 m** des ouvrages. Obturer les canalisations aux endroits où elles ont été coupées au moyen d'un bouchon ou de tout autre dispositif étanche, selon les directives de l'ingénieur.
- .5 Tenir un registre de l'emplacement des canalisations qui sont maintenues en service, détournées ou abandonnées.

1.20 Modifications, rajouts ou réfections a des bâtiments existants

- .1 Exécuter les travaux en dérangeant le moins possible les occupants et le public et en assurant, dans la mesure du possible, une utilisation normale des locaux. S'entendre avec le chargé de projet du SCC pour faciliter l'exécution des travaux.
- .2 En aucun moment, les mesures de sécurité doivent être réduites en raison des travaux faisant l'objet du marché, prendre les moyens nécessaires pour assurer toute la sécurité requise.
- .3 Lorsqu'il y a dans le bâtiment des ascenseurs, des monte-charges, des convoyeurs ou des escaliers mécaniques, n'utiliser, pour déplacer du personnel et du matériel à l'intérieur d'un bâtiment, que ceux qui ont été réservés à l'usage de l'entrepreneur. Avant d'utiliser les ascenseurs, protéger les parois des cabines conformément aux instructions de l'ingénieur. Assumer la responsabilité relative aux dommages, à l'utilisation en toute sécurité de l'équipement et à la surcharge du matériel existant.
- .4 Lorsque des travaux ont lieu dans un endroit occupé, fournir et installer toute protection nécessaire au mobilier, aux équipements et aux finis, poser des écrans pare-poussière, des cloisons et des écriteaux de mise en garde temporaires et nettoyer à la fin de chaque soir d'ouvrage.

1.21 Dessins supplémentaires

- .1 L'ingénieur peut fournir à l'entrepreneur des dessins supplémentaires aux fins de clarification. Ces dessins supplémentaires auront la même signification et la même portée que s'ils faisaient partie des documents contractuels.

1.22 Vestiges et antiquités

- .1 Protéger les vestiges, antiquités et autres éléments présentant un intérêt historique ou scientifique, tels les pierres angulaires et leur contenu, les plaques commémoratives et autres objets portant des inscriptions trouvés lors des travaux.

- .2 Aviser immédiatement le chargé de projet du SCC et attendre ses directives écrites avant de poursuivre les travaux à cet endroit.
- .3 Les vestiges, antiquités et autres objets présentant un intérêt historique ou scientifique deviennent la propriété de la Couronne.

1.23 Restrictions relatives à l'usage du tabac

- .1 Se conformer aux restrictions qui s'appliquent à l'usage du tabac sur la propriété de la Couronne – Voir section 01 35 13 – Sécurité SCC.

1.24 Présence d'amiante

- .1 L'enlèvement de fibre d'amiante appliquée par projection ou à la truelle peut s'avérer dangereux pour la santé. Si, au cours de l'exécution des travaux, l'entrepreneur découvre des matériaux qui ressemblent à de l'amiante appliquée par projection ou à la truelle, il doit interrompre ses travaux et en aviser immédiatement l'ingénieur. Ne pas reprendre les travaux avant d'avoir reçu des instructions écrites de l'ingénieur à cet égard.

1.25 Manuel d'exploitation

- .1 L'entrepreneur doit fournir, pour approbation, trois copies d'un manuel d'exploitation comprenant les points suivants :
 - .1 Une table des matières.
 - .2 La liste des fournisseurs et leurs coordonnées.
 - .3 Les lettres de garantie.
 - .4 Les dessins d'atelier approuvés.
 - .5 Les manuels d'entretien et d'opération.
 - .6 Les dessins « tel que construit ».

PARTIE 2 – PRODUITS

SANS OBJET

PARTIE 3 – EXÉCUTION

SANS OBJET

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Exigences

- .1 L'entrepreneur devra se conformer aux règlements sur les contrats de travaux de construction des organismes publics.

1.2 Exigences connexes

- | | | |
|----|---|------------------|
| .1 | Conditions supplémentaires | Section 00 73 00 |
| .2 | Calendrier des travaux | Section 01 32 16 |
| .3 | Dessins d'atelier, fiches techniques et échantillons | Section 01 33 23 |
| .4 | Contrôle de la qualité | Section 01 45 00 |
| .5 | Toutes les sections de devis de toutes les disciplines. | |

1.3 Coordination

- .1 Coordonner les calendriers d'avancement des travaux, y compris les dates de soumission des pièces requises et de livraison des produits.
- .2 Organiser des réunions entre les sous-traitants et les autres parties concernées en vue de coordonner les travaux, d'établir et de maintenir les calendriers des travaux et de livraison et de résoudre les questions litigieuses avant la réalisation des travaux.
- .3 Participer aux réunions sur l'état d'avancement des travaux. Faire rapport sur les changements éventuels à apporter à la séquence des travaux et aux calendriers pour des raisons de coordination.
- .4 Distribuer les comptes rendus des réunions de coordination et de chantier aux parties concernées et assurer le suivi des décisions prises durant ces réunions.
- .5 Prendre en considération les conditions spéciales énumérées à l'article suivant.

1.4 Conditions spéciales

- .1 Il est essentiel que l'entrepreneur général vérifie à l'avance, en consultant tous les plans, qu'il n'y a pas de conflit et détermine la séquence des travaux. Il doit également consulter les sous-traitants afin de s'assurer de régler, avant le début des travaux, tout conflit.
- .2 Dans un premier temps, une fois les principaux dessins d'atelier vérifiés, l'entrepreneur général tiendra des rencontres régulières avec les différents sous-traitants afin de coordonner sur papier à partir des plans les travaux à réaliser.
- .3 Dans un deuxième temps, tout au long du chantier, une coordination minutieuse sera requise.

1.5 Coordination au chantier

- .1 L'entrepreneur général doit fournir le personnel requis afin de coordonner les différents corps de métier, et ce, suivant une planification détaillée réalisée en continu tout au long des travaux. À cette fin, il est requis que l'entrepreneur général dispose d'au moins un technicien spécifiquement affecté à cette tâche.
- .2 Tous travaux à exécuter doit être planifié et coordonné en détail au moins une semaine à l'avance, et ce, afin de détecter tout conflit et permettre aux professionnels d'examiner la situation le cas échéant.

- .3 Les retards ou frais supplémentaires engendrés et qui auraient pu être évités par un examen minutieux des plans et une coordination rigoureuse des sous-traitants seront entièrement à la charge de l'entrepreneur général.
- .4 Aucun supplément ou délai supplémentaire ne sera accordé à l'entrepreneur si, par une planification détaillée et rigoureuse accompagnée de vérification sur place et d'une consultation des sous-traitants, les circonstances entraînant ces frais ou délais avaient pu être évitées.
- .5 L'entrepreneur et les sous-traitants doivent considérer que, sauf circonstances exceptionnelles, les professionnels doivent disposer d'au moins 72 h ouvrables pour résoudre un problème qu'une saine planification et une rigoureuse coordination n'auront pas réussi à résoudre.

1.6 Planification des travaux

- .1 L'entrepreneur doit planifier les travaux sur une base hebdomadaire, et ce, pour les quatre semaines suivantes. À cette fin, il doit au préalable vérifier sur place les dimensions et s'assurer lui-même que l'ensemble des travaux à exécuter n'entre pas en conflit. En cas de conflit, présenter sous forme de croquis une proposition aux professionnels concernés afin que ces derniers puissent l'étudier, l'approuver et émettre les directives nécessaires.
- .2 Les sous-traitants ont l'obligation de consulter l'ensemble des documents contractuels et plus particulièrement les plans de toutes les disciplines afin d'assister l'entrepreneur général.

1.7 Coordination des substitutions et des modifications

- .1 Revoir les propositions et les demandes des sous-traitants. Vérifier si elles sont conformes aux documents contractuels et compatibles avec les travaux et ouvrages relevant d'autres sections.
- .2 Les remettre aux sous-traitants entrepreneurs avec les recommandations utiles quant aux mesures à prendre.

1.8 Observation des travaux

- .1 Observer les travaux pour s'assurer qu'ils sont conformes aux documents contractuels.
- .2 Tenir une liste des lacunes et des défauts observés; la soumettre sans délai aux entrepreneurs.

1.9 Documents

- .1 Assister aux essais, en tenir registre et consigner :
 - .1 Le numéro de section du devis, le produit ou le matériel et le nom du sous-traitant.
 - .2 Le nom de l'organisme effectuant les essais et celui de l'inspecteur.
 - .3 Le nom du représentant du fabricant assistant aux essais.
 - .4 La date, l'heure et la durée des essais.
 - .5 Le type d'essai et les résultats obtenus.
 - .6 Les essais supplémentaires requis.

- .2 Rassembler les documents nécessaires pour faire face éventuellement aux cas de litige ou de réclamation.
- .3 Soumettre des copies des documents à l'ingénieur lorsqu'il le demande.

PARTIE 2 – PRODUITS

SANS OBJET

PARTIE 3 – EXÉCUTION

SANS OBJET

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Contenu de la section

- .1 Calendrier : présentation et contenu.
- .2 Travaux de construction : de certains secteurs à des périodes précises.
- .3 Révisions périodiques du calendrier des travaux.
- .4 Ordonnancement par la méthode du chemin critique.

1.2 Période de construction

- .1 Le propriétaire accorde à l'entrepreneur une période de huit semaines pour compléter tous les travaux.
- .2 Les déficiences devront avoir été corrigées à cette date.

1.3 Séquence des travaux

- .1 L'entrepreneur doit présenter un calendrier des travaux détaillés.
- .2 Il doit prendre en considération la proposition des séquences des travaux détaillés au devis, à la section 01 00 50 – Instructions générales et aux plans des ingénieurs. L'entrepreneur doit présenter un calendrier des travaux incluant sa propre séquence des travaux. Les travaux ne pourront pas débiter avant que le calendrier de l'entrepreneur n'ait été déposé et qu'il n'y ait eu entente avec le propriétaire.

1.4 Calendriers requis

- .1 Soumettre les calendriers énumérés ci-après.
 - .1 Calendrier d'exécution des travaux incluant le cheminement critique.
 - .2 Calendrier de soumission des dessins d'atelier et des fiches techniques.
 - .3 Calendrier indiquant les dates de commande et les dates de livraison des produits.

1.5 Présentation

- .1 Préparer un calendrier présenté sous forme de diagramme à barres horizontales.
- .2 Assigner une barre distincte à chaque opération ou corps de métier.
- .3 Représenter le temps sur une échelle linéaire horizontale identifiant le premier jour ouvrable de chaque semaine de travail.
- .4 Présentation des listes : selon la table des matières du devis.
- .5 Désignation du contenu des listes : par sujets des sections du devis.

1.6 Soumission des calendriers

- .1 Soumettre les premiers calendriers dans les cinq jours qui suivent l'attribution du contrat.
- .2 Soumettre une copie pour le propriétaire et une copie pour chaque consultant.

- .3 Le consultant vérifiera le calendrier proposé et en retournera un exemplaire révisé dans les 48 h qui suivent sa réception.
- .4 Soumettre une version définitive du calendrier dans les sept jours qui suivent la réception de l'exemplaire révisé.
- .5 Chaque demande d'acompte doit être accompagnée d'un calendrier d'exécution révisé.
- 6. Faire parvenir un exemplaire du calendrier d'exécution révisé.
 - .1 Au bureau de chantier.
 - .2 Aux sous-traitants.
 - .3 Aux autres parties intéressées.
- .7 Demander aux destinataires de signaler à l'entrepreneur, dans un délai de 48 h, tout problème que pourrait entraîner le programme d'exécution proposé dans le calendrier.

1.7 Calendrier d'exécution des travaux

- .1 Présenter l'ordonnancement complet des activités de construction.
- .2 Donner les dates du début et de la fin de chacune des principales activités y compris celles énumérées ci-après.
 - .1 Établissement du chantier.
 - .2 Viabilité.
 - .3 Travaux de renforcement.
 - .4 Travaux de peinture.
 - .5 Travaux spéciaux confiés en sous-traitance.
 - .6 Travaux de correction des déficiences.
 - .7 Démobilisation.
- .3 Donner en pourcentage l'état d'avancement prévu le premier jour du mois, pour chaque activité.
- .4 Indiquer l'état d'avancement de chaque activité à la date de soumission du calendrier.
- .5 Indiquer les changements survenus depuis la soumission du dernier calendrier.
 - .1 Principaux changements en vue.
 - .2 Activités modifiées depuis la présentation du dernier calendrier.
 - .3 Prévision révisée du rythme d'avancement et de la date d'achèvement des travaux.
 - .4 Autres changements prévisibles.

.6 Faire un rapport détaillé sur les sujets suivants.

.1 Les cas problèmes, les retards prévisibles et leur incidence sur le calendrier.

.2 Les mesures correctives proposées et les résultats prévus.

.3 L'effet probable de ces modifications sur le calendrier des autres entrepreneurs principaux.

1.8 Suivi des travaux

.1 À chaque réunion de chantier, l'entrepreneur devra faire une présentation sur l'avancement de ses travaux. Il devra remettre sa planification des travaux pour les sept jours suivants la réunion et faire un compte rendu sur les travaux qui ont été réalisés durant les sept jours précédant la réunion tout retard devra être justifié et des propositions de mesures correctives devront être déposées.

1.9 Calendrier de soumission des pièces à remettre

.1 Donner les dates de soumission projetées des dessins d'atelier, des fiches techniques et des échantillons.

.2 Indiquer les dates de soumission, le délai de révision, la date de nouvelle soumission, la marge de flottage et la date d'échéance à respecter pour la fabrication des éléments.

.3 Indiquer à quelle date le consultant devra remettre les pièces vérifiées.

PARTIE 2 – PRODUITS

SANS OBJET

PARTIE 3 – EXÉCUTION

SANS OBJET

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Généralités

- .1 La présente section précise les exigences et les procédures générales relatives à la soumission des dessins d'atelier, des descriptions de produits et des échantillons par l'entrepreneur aux professionnels, aux fins de vérification. Les autres exigences particulières supplémentaires sont formulées dans les sections appropriées des divisions 05, 09 et 10.
- .2 Ne pas entreprendre les travaux avant que les documents ou échantillons soumis aient été revus par le professionnel.
- .3 Tous les produits et équipements dont les dessins d'atelier n'auront pas été revus par les ingénieurs (avant leur expédition) seront automatiquement refusés.
- .4 Présenter les dessins d'atelier, les descriptions de produits et les échantillons en unités métriques du système international (SI).
- .5 Si des produits ou des données techniques ne sont pas fournis en unités métriques, les valeurs converties seront acceptables.
- .6 L'entrepreneur ne sera pas dégagé de sa responsabilité à l'égard des erreurs et des omissions dans les documents soumis, même si le professionnel a procédé à une revue ces documents.
- .7 Au moment de la soumission des documents ou des échantillons, aviser le professionnel par écrit des dérogations qu'on y trouve par rapport aux exigences des documents contractuels, en précisant les raisons de ces dérogations.
- .8 L'entrepreneur ne sera pas dégagé de sa responsabilité à l'égard des dérogations aux exigences contractuelles, même si le professionnel a procédé à la revue des documents ou des échantillons soumis, exception faite du cas où ce dernier accepte par écrit une dérogation donnée.
- .9 Effectuer tous les changements que le professionnel juge appropriés par rapport aux documents contractuels, et soumettre de nouveau les documents ou les échantillons selon les directives de l'ingénieur.
- .10 Au moment d'une nouvelle soumission de documents ou d'échantillons, aviser le professionnel par écrit des changements effectués autres que ceux exigés par ce dernier.

1.2 Exigences relatives à la soumission des documents ou des échantillons

- .1 Coordonner la soumission des documents ou des échantillons requis avec les exigences des travaux et des documents contractuels. Les documents ou les échantillons, soumis individuellement, ne feront pas l'objet d'une revue tant que tous les renseignements connexes ne seront pas disponibles.
- .2 Allouer 72 h ouvrables pour permettre au professionnel procéder à la revue des documents ou des échantillons soumis.

- .3 La lettre d'envoi doit contenir les renseignements suivants :
 - .1 La date.
 - .2 La désignation et le numéro du projet.
 - .3 Le nom et l'adresse de l'entrepreneur.
 - .4 Le nom et le nombre des dessins d'atelier, des descriptions de produits et des échantillons soumis.
 - .5 Les détails et les articles du devis correspondants aux éléments soumis.
 - .6 Tout autre renseignement utile.
- .4 Les documents ou les échantillons soumis doivent également comporter les renseignements suivants :
 - .1 Les dates de préparation et de révision.
 - .2 La désignation et le numéro du projet.
 - .3 Le nom et l'adresse :
 - .1 du sous-traitant;
 - .2 du fournisseur;
 - .3 du fabricant.
 - .4 Le sceau de l'entrepreneur accompagné de la signature de son représentant autorisé attestant que les documents ou les échantillons soumis ont été approuvés, que les mesures prises sur place ont été vérifiées et que le tout est conforme aux documents contractuels.
 - .5 Les détails des parties appropriées des ouvrages, selon les besoins :
 - .1 Les détails de façonnage.
 - .2 Les détails d'agencement montrant les dimensions, incluant celles prises sur place ainsi que les jeux et les dégagements requis.
 - .3 Les détails d'installation.
 - .4 La capacité ou la puissance.
 - .5 Les caractéristiques relatives à la performance ou au rendement.
 - .6 Les normes qui s'appliquent.
 - .7 Le poids de service.
 - .8 Les schémas de câblage.
 - .9 Les diagrammes unifilaires et schématiques.
 - .10 La relation avec les ouvrages adjacents.
- .5 Une fois que le professionnel a procédé à la revue des documents soumis, distribuer les copies.

1.3 Dessins d'atelier

- .1 Dessins d'atelier : dessins originaux ou dessins standard modifiés fournis par l'entrepreneur et illustrant les parties d'ouvrages qui s'appliquent aux présents travaux.
- .2 Soumettre les dessins d'atelier comme suit.
 - .1 Documents, convertis en format PDF, et bien identifiés en fonction des informations ci-dessus. Les transmissions se feront par courriel ou par le biais d'un site FTP.
 - .1 Les professionnels retourneront à l'entrepreneur une copie des dessins d'atelier revus et annotés, en format PDF. Ce dernier en fera les copies qu'il juge nécessaires pour ses besoins et les besoins de ses sous- traitants et en fera la distribution à ses sous-traitants et autres intervenants concernés.
- .3 Faire les renvois nécessaires aux parties appropriées des documents contractuels.

1.4 Descriptions de produits

- .1 Descriptions de produits : feuilles de catalogue du fabricant, graphiques et diagrammes de performance ou de rendement servant à illustrer les produits standard fabriqués.
- .2 Dimensions des feuilles : 215 x 280 mm ou 280 x 432 mm maximum.
- .3 Supprimer les renseignements qui ne s'appliquent pas aux présents travaux.
- .4 Ajouter aux renseignements standards les renseignements supplémentaires qui s'appliquent aux présents travaux.
- .5 Faire les renvois nécessaires aux parties appropriées des documents contractuels.
- .6 Soumettre les fiches techniques comme suit.
 - .1 Soumettre un original en format PDF et les transmettre aux professionnels concernés. Les transmissions se feront par courriel ou par le biais d'un site FTP.
 - .2 Les professionnels retourneront, à l'entrepreneur, une copie des fiches techniques revues et annotées, en format PDF. Ce dernier en fera les copies qu'il juge nécessaires pour ses besoins et les besoins de ses sous- traitants et en fera la distribution à ses sous-traitants et autres intervenants concernés.

1.5 Échantillons de produits

- .1 Échantillons : exemples de matériaux, matériel, qualité, finis ou mode d'exécution.
- .2 Si la couleur, le motif ou la texture doivent servir de critères de sélection, soumettre la gamme complète des échantillons de produits.
- .3 Une fois vérifiés, les échantillons de produits serviront de norme de qualité aux fins des présents travaux.

1.6 Échantillons d'ouvrages

- .1 Échantillons : ouvrages réalisés sur place en employant les matériaux et le mode d'exécution prescrits.
- .2 Réaliser les échantillons d'ouvrages aux endroits jugés acceptables par le professionnel
- .3 Une fois vérifiés, les échantillons d'ouvrages serviront de norme de qualité aux fins des présents travaux.

1.7 Revue des dessins d'atelier

- .1 La revue des dessins d'atelier par le professionnel a pour seul objectif de s'assurer de leur conformité avec le concept général. Cette revue ne signifie pas que le professionnel approuve la conception détaillée rattachée aux dessins d'atelier, responsabilité qui demeure celle de l'entrepreneur qui les soumet, et une telle revue ne relève pas l'entrepreneur de sa responsabilité envers toutes erreurs ou omissions sur les dessins d'atelier ou de sa responsabilité d'observer les exigences de construction et les documents contractuels. Sans toutefois limiter les considérations générales précédentes, l'entrepreneur est responsable envers les dimensions à confirmer et à corrélérer sur le site, envers les procédés de fabrication ou les techniques de construction et d'installation et également envers la coordination du travail de tous les sous-traitants. Il doit respecter les configurations illustrées aux plans.

1.8 Dimensions et configuration

- .1 L'entrepreneur est responsable envers les dimensions à confirmer et à corrélérer sur le site. Il doit procéder à une coordination et une planification des travaux et avant de procéder à toute commande. Toutes les dimensions doivent être vérifiées et validées avec les travaux connexes et avec les informations aux plans. Notamment, les ouvertures dans les planchers, les murs et cloisons doivent être validées.
- .2 La vérification des dessins d'atelier ne consiste pas en une validation des commandes. L'entrepreneur est le seul responsable de la commande des matériaux. Il doit procéder à une coordination et une bonne validation avant de procéder. Il doit s'assurer de respecter les documents contractuels en tout point.

PARTIE 2 – PRODUITS

SANS OBJET

PARTIE 3 – EXÉCUTION

SANS OBJET

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Objet

- .1 Voir à ce que le projet de construction et les activités de l'établissement se déroulent sans interruption ni empêchements indus et à ce que la sécurité de l'établissement soit maintenue en tout temps.

1.2 Définitions

- .1 « Objets interdits » désigne :
 - .1 Les substances intoxicantes, incluant les boissons alcoolisées, les drogues ou les stupéfiants.
 - .2 Les armes ou pièces d'armes, munitions ainsi que tout objet conçu pour tuer, blesser ou neutraliser une personne ou tout objet modifié ou assemblé à ces fins dont la possession n'a pas été autorisée au préalable.
 - .3 Les explosifs ou bombes ou leurs composantes.
 - .4 Les montants d'argent, excédant les plafonds réglementaires de 50,00 \$.
 - .5 Tout autre article non décrit aux paragraphes .1 à .4, possédé sans autorisation préalable et pouvant mettre en danger la sécurité des personnes ou du pénitencier.
- .2 « Articles de fumeur non autorisés » signifie les produits du tabac incluant, sans y être limité, les cigarettes, cigares, tabac, tabac à mâcher et à priser, rouleuses à cigarettes, allumettes et briquets qui sont considérés comme des objets non autorisés.
- .3 « Véhicule commercial » signifie tout véhicule motorisé destiné au transport de matériel, d'équipements ou d'outils nécessaires au projet de construction.
- .4 « SCC » signifie Service Correctionnel Canada.
- .5 « Directeur » signifie le directeur ou la directrice de l'établissement, selon le cas, ou leur représentant autorisé.
- .6 « Employés de la construction » désigne les employés de l'entrepreneur principal, de l'un de ses sous-entrepreneurs, des opérateurs d'équipement, des fournisseurs de matériel, des laboratoires d'expertises et d'inspection et des organismes de réglementation.
- .7 « Représentant ministériel » désigne le gestionnaire de projet de Travaux publics, Services gouvernementaux Canada (TPSGC) ou du Service correctionnel Canada (SCC) selon le projet.
- .8 « Périmètre » désigne l'aire de l'établissement ceinturée de clôtures sécuritaires ou de murs limitant les déplacements de détenus.
- .9 « Zone de construction » désigne l'aire où, comme l'indiquent les documents contractuels, l'entrepreneur sera autorisé à travailler. Celle-ci peut être ou ne pas être isolée de l'enceinte de sécurité de l'établissement.

1.3 Mesures préliminaires

- .1 Avant de débiter les travaux, l'entrepreneur doit rencontrer le directeur afin :
 - .1 De discuter de la nature et de la portée de toutes les activités liées au projet.
 - .2 D'établir des mesures de sécurité acceptables de part et d'autre, conformément à la présente directive et aux besoins spécifiques de l'établissement.
- .2 L'entrepreneur doit :
 - .1 S'assurer que tous les employés de la construction connaissent les exigences du SCC en matière de sécurité.
 - .2 Veiller à ce que les exigences du SCC en matière de sécurité soient toujours affichées bien en vue sur le chantier.
 - .3 Collaborer avec le personnel de l'établissement pour voir à ce que les employés de la construction respectent toutes les exigences en matière de sécurité.

1.4 Employés de la construction

- .1 L'entrepreneur doit remettre au directeur la liste des noms avec dates de naissance pour tous les employés devant travailler sur le chantier de construction ainsi qu'un formulaire de vérification de sécurité dûment complété pour chacun de ses employés. Il est possible que l'établissement demande également une copie du permis de conduire pour chaque demande de vérification sécuritaire soumise.
- .2 Prévoir deux semaines pour le traitement des demandes d'autorisation de sécurité. Aucun employé ne sera admis à l'établissement sans autorisation de sécurité dûment approuvé ni sans une carte d'identité avec photo récente, tel que permis de conduire d'une province. Les autorisations de sécurité sont propres à chaque établissement du SCC et toute autorisation obtenue d'un autre établissement n'est pas valide pour l'établissement où le projet se déroulera.
- .3 Le directeur peut exiger que les visages des employés de la construction soient photographiés et que les photographies soient affichées à certains endroits appropriés de l'établissement ou transférés à une base de données pour les besoins d'identification. Le directeur put exiger que des cartes d'identité avec photo soient produites pour tous les employés de la construction. Ces cartes devront être laissées à l'entrée désignée où elles seront remises à leur détenteur dès leur arrivée à l'établissement. Elles devront être portées bien en évidence sur leurs vêtements en tout temps lorsqu'ils sont à l'établissement.
- .4 L'accès à la propriété de l'établissement est interdit à toute personne dont on a des motifs de croire qu'elle pourrait présenter un risque pour la sécurité.
- .5 Toute personne employée sur le chantier de construction sera immédiatement expulsée de la propriété de l'établissement si :
 - .1 Elle semble être sous l'emprise de l'alcool, d'une drogue ou de stupéfiants.
 - .2 Elle a une conduite anormale ou désordonnée.
 - .3 Elle est en possession d'un objet interdit.

1.5 Véhicules

- .1 Toute personne laissant un véhicule sans surveillance sur la propriété du SCC doit en fermer les fenêtres, en verrouiller les portières et les coffres et en retirer les clés. Le propriétaire du véhicule ou l'employé de l'entreprise du propriétaire du véhicule doit veiller à garder les clés en sécurité sur sa personne.
- .2 À tout moment, le directeur peut limiter le nombre et le type de véhicules permis dans l'enceinte de l'établissement.
- .3 Les livreurs de matériel nécessaire au projet ne seront pas tenus de faire l'objet d'une autorisation de sécurité, mais ils ne doivent pas s'éloigner de leur véhicule pour toute la durée de leur séjour dans l'établissement. Le directeur peut exiger qu'ils soient accompagnés par un employé de l'établissement ou un commissionnaire.
- .4 Si le directeur permet qu'on laisse des remorques à l'intérieur du périmètre de sécurité de l'établissement, les portes de celles-ci doivent demeurer verrouillées de façon sécuritaire en tout temps, comme doivent aussi l'être les fenêtres, lorsque les remorques sont laissées inoccupées. Les fenêtres seront protégées par un treillis en métal déployé. Toutes les remorques utilisées pour entreposage par l'entrepreneur, à l'intérieur comme à l'extérieur du périmètre, doivent demeurer verrouillées de façon sécuritaire lorsque non utilisées.

1.6 Stationnement

- .1 Le directeur identifiera les aires de stationnement autorisées pour les véhicules des employés de la construction. Le stationnement en d'autres endroits sera interdit et les véhicules fautifs pourront être remorqués.

1.7 Livraison

- .1 Toute livraison de matériel, d'équipement ou d'outils pour le projet doit être adressée à l'entrepreneur pour bien la distinguer des envois destinés à l'établissement. L'entrepreneur doit veiller à ce que ses employés soient sur place pour recevoir les envois, car le personnel du SCC n'acceptera aucune livraison de matériel, d'équipement ou d'outils destinée à l'entrepreneur.

1.8 Téléphones

- .1 Aucune installation de téléphone, de télécopieur ou d'ordinateur relié à Internet ne sera permise à l'intérieur du périmètre de sécurité de l'établissement sans l'autorisation préalable du directeur.
- .2 Sauf autorisation expresse du directeur, les téléphones cellulaires ou numériques sans fil, incluant mais non limités aux appareils de messagerie, téléavertisseurs, BlackBerry, téléphones utilisés comme radios bidirectionnelles, sont interdits dans l'établissement. Si des téléphones cellulaires sont éventuellement permis, leur utilisateur ne permettra pas leur utilisation par les détenus.
- .3 Le directeur peut autoriser, mais limiter l'utilisation de radios bidirectionnelles.

1.9 Heures de travail

- .1 La période d'accès à l'établissement s'étend du lundi au vendredi de 7 h 30 à 16 h chaque jour. Vérifier auprès du directeur de l'établissement avant le début des travaux.
- .2 Le travail n'est pas permis les fins de semaine ni les jours de congés fériés sans l'autorisation expresse du directeur de l'établissement. Cette autorisation doit être demandée au moins sept jours à l'avance. Dans l'éventualité d'une urgence ou en tout autre circonstance, ce délai peut être annulé par le directeur de l'établissement.

1.10 Travail en dehors des heures normales de travail

- .1 La permission du directeur est requise pour tout travail exécuté en dehors des heures normales de travail. L'entrepreneur doit donner un préavis d'au 48 h lorsqu'il est nécessaire d'exécuter des travaux approuvés en dehors des heures normales de travail. S'il faut travailler des heures supplémentaires pour accomplir une tâche urgente, par exemple, pour couler du béton ou pour assurer la sécurité de la construction, l'entrepreneur doit en aviser le directeur dès qu'il est lui-même mis au fait d'une telle nécessité, puis suivre les directives données par le directeur. Les coûts encourus par le Canada du fait de cette situation pourraient être imputés à l'entrepreneur.
- .2 Quand il faut effectuer du travail en dehors des heures normales ou travailler la fin de semaine ou un jour de congé férié et que ce travail supplémentaire est autorisé par le directeur, celui-ci ou la personne qu'il désigne peut affecter du personnel additionnel à la sécurité. Les coûts liés à cette affectation pourraient être facturés à l'entrepreneur.

1.11 Outils et équipements

- .1 Maintenir au chantier une liste complète des outils et des équipements qui seront utilisés au cours du projet de construction. Rendre cette liste disponible pour inspection, lorsque requise.
- .2 Tenir à jour la liste des outils et des équipements spécifiés ci-dessus tout au long du projet de construction.
- .3 Ne jamais laisser les outils sans surveillance, particulièrement les outils motorisés, les outils à cartouches, les cartouches, les limes, les lames de scie, les scies au carbure, les fils, les cordes, les échelles et tout type d'appareil de levage (crics, vérins, etc.).
- .4 Entreposer les outils et les équipements en des endroits sûrs approuvés.
- .5 Verrouiller tous les coffres à outils après usage. Les employés de l'entrepreneur doivent garder les clés avec eux en tout temps.
- .6 Fixer et verrouiller les échafaudages non érigés; lorsqu'érigés, les échafaudages devront être fixés de façon sécuritaire à la satisfaction du directeur.
- .7 Aviser immédiatement le directeur de toute perte ou disparition d'outils ou d'équipements.
- .8 Le directeur veillera à ce que le personnel de sécurité effectue des contrôles des outils et des équipements de l'entrepreneur, en fonction de la liste fournie par celui-ci :
 - .1 Au début et à la fin de chaque projet de construction; ou
 - .2 Selon la fréquence qui aura été exigée par le directeur de l'établissement.
- .9 Certains outils/équipements, tels que les cartouches et les lames à scie à métaux, sont des articles dont le contrôle est très rigoureux. L'entrepreneur pourrait s'en voir remettre au début de la journée une quantité suffisante pour le travail de la journée. Les lames/cartouches utilisées seraient alors remises au représentant désigné du SCC à la fin de chaque journée de travail.
- .10 Lorsque du propane ou du gaz naturel est utilisé pour le chauffage du projet, l'établissement exigera qu'un employé de l'entrepreneur supervise le chantier de construction en dehors des heures de travail.

1.12 Médicaments d'ordonnance

- .1 Les employés de l'entrepreneur qui doivent prendre des médicaments d'ordonnance au cours de la journée de travail sont tenus d'obtenir l'autorisation du directeur pour être autorisés à apporter avec eux à l'établissement la posologie d'une journée.

1.13 Restrictions sur l'usage du tabac

- .1 Les entrepreneurs et les employés de la construction ne sont pas autorisés à fumer à l'intérieur des établissements correctionnels ni en plein air à l'intérieur du périmètre d'un établissement correctionnel. Ils ne doivent pas, à l'intérieur du périmètre, avoir en leur possession des produits du tabac non autorisés.
- .2 Les entrepreneurs et les employés de la construction qui contreviennent à cette politique seront priés de cesser immédiatement de fumer ou de jeter tout produit du tabac non autorisé. S'ils refusent d'obtempérer, ils seront enjoint de quitter l'établissement.
- .3 Il ne sera permis de fumer qu'à l'extérieur du périmètre de l'établissement correctionnel, à un endroit désigné par le directeur.

1.14 Objets interdits

- .1 Les armes, les munitions, les explosifs, les boissons alcoolisées, les drogues et les stupéfiants sont interdits sur les lieux de l'établissement.
- .2 La découverte d'objets interdits sur le chantier de construction et l'identification de la ou des personnes responsables de la présence de ces objets doivent être immédiatement signalées au directeur.
- .3 Les entrepreneurs doivent être vigilants quant à leurs employés et aux employés de leurs sous-entrepreneurs puisque la découverte d'un objet interdit peut entraîner l'annulation de l'autorisation de sécurité de l'employé en cause. Une infraction grave pourrait entraîner l'expulsion du site de l'Établissement de la compagnie en cause, pour la durée du projet de construction.
- .4 Si des armes ou des munitions sont trouvées dans le véhicule d'un entrepreneur, d'un sous-entrepreneur, d'un fournisseur ou d'un employé de ceux-ci, l'autorisation de sécurité du conducteur du véhicule sera révoquée sur-le-champ.

1.15 Fouilles

- .1 Toute personne et véhicule accédant à la propriété de l'établissement peut faire l'objet d'une fouille.
- .2 Lorsque le directeur a des motifs raisonnables de croire qu'un employé de l'entrepreneur est en possession de contrebande ou d'un objet interdit, il peut exiger que cette personne soit fouillée.
- .3 Les effets personnels de tout employé arrivant à l'établissement peuvent faire l'objet de vérifications destinées à détecter la présence de résidus de drogues interdites.

1.16 Accès à l'établissement

- .1 Sauf autorisation expresse du directeur, les employés de la construction et les véhicules commerciaux ne seront pas admis à l'établissement en dehors des heures normales de travail.

1.17 Circulation des véhicules

- .1 Les véhicules peuvent accéder à l'établissement et en sortir, sous escorte, par la barrière d'accès aux véhicules, aux périodes suivantes :
 - .1 de 7 h 45 à 11 h; et
 - .2 de 13 h à 15 h 30.
- .2 Les véhicules de construction ne peuvent quitter l'établissement avant qu'un compte des détenus d'ait été complété.
- .3 L'entrepreneur doit aviser le directeur 24 h à l'avance de l'arrivée des équipements lourds tels que bétonnières, grues, etc.
- .4 Les véhicules chargés de sol ou de détritrus ou tout autre véhicule jugé impossible à fouiller doivent faire l'objet d'une surveillance constante de la part d'employés du SCC ou de commissionnaires relevant du directeur.
- .5 Avant qu'un véhicule commercial ne soit admis dans l'enceinte de l'établissement, l'entrepreneur ou son représentant doit attester que le contenu du véhicule est définitivement nécessaire à la réalisation du projet de construction.
- .6 L'accès à la propriété du SCC sera refusé à tout véhicule dont le contenu, de l'avis directeur, représente un risque pour la sécurité de l'établissement.
- .7 Les véhicules privés des employés de la construction ne sont pas admis à l'intérieur du périmètre de sécurité de l'établissement sans l'autorisation expresse du directeur.
- .8 Sous réserve de l'autorisation préalable du directeur, on peut utiliser un véhicule le matin pour amener un groupe d'employés au chantier et le soir pour l'en ramener. Ce véhicule ne pourra pas rester sur les lieux pendant la journée.
- .9 Avec l'autorisation du directeur, on pourra laisser certains équipements sur le chantier la nuit ou la fin de semaine. Ceux-ci doivent être verrouillés et leur batterie retirée. Le directeur peut exiger que les équipements soient attachés avec une chaîne et un cadenas à un autre objet fixe.

1.18 Circulation des employés de la construction sur la propriété de l'établissement

- .1 Sous réserve de la nécessité de maintenir la sécurité de façon adéquate, le directeur laissera à l'entrepreneur et à ses employés autant de liberté d'action et de mouvement que possible.
- .2 Cependant et nonobstant le paragraphe précédent, le directeur peut :
 - .1 Interdire ou limiter l'accès à n'importe quelle partie de l'établissement.
 - .2 Exiger que, durant tout le projet de construction ou à certaines périodes, les employés de la construction soient accompagnés par un agent de sécurité ou un commissionnaire du SCC dans certains secteurs de l'établissement.
- .3 Tous les employés de la construction doivent demeurer sur le chantier pendant les pauses café/santé et le dîner. Ils ne sont **pas** autorisés à manger dans la salle de repos des agents de correction ni dans la salle à manger de l'établissement.

1.19 Surveillance et inspection

- .1 Les activités de construction et les mouvements de personnel et de véhicules feront l'objet de surveillance et d'inspection par le personnel de sécurité du SCC afin de s'assurer que les normes de sécurité établies soient respectées.
- .2 Le personnel du SCC s'assurera que les travailleurs de la construction comprennent bien la nécessité de la surveillance et des inspections, et que cette compréhension soit maintenue tout au long du projet.

1.20 Arrêt de travail

- .1 En tout temps, le directeur peut ordonner à l'entrepreneur, à ses employés, aux sous-entrepreneurs ou à leurs employés de ne pas entrer au chantier ou de le quitter immédiatement en raison d'un incident de sécurité en cours à l'établissement. Le contremaître de l'entrepreneur responsable du chantier doit alors noter le nom de l'employé du SCC transmettant l'ordre, l'heure de l'instruction, et se conformer à l'ordre reçu le plus rapidement possible.

L'entrepreneur doit informer le représentant ministériel de la situation dans les 24 h suivant l'arrêt de travail.

1.21 Contact avec les détenus

- .1 Il est interdit, sans autorisation spécifique, d'entrer en contact avec les détenus, de leur parler, de leur donner des objets ou d'en recevoir d'eux. Tout manquement à la présente consigne entraînera l'expulsion du chantier de l'employé responsable et la révocation de son autorisation de sécurité.
- .2 Il est à noter que les appareils photographiques sont interdits sur la propriété du SCC.
- .3 Nonobstant ce qui précède, si le directeur autorise l'utilisation d'appareils photographiques, il demeurera strictement interdit de photographier les détenus ou les employés du SCC ou toute partie de l'établissement dont la prise en photo n'est pas nécessaire à l'exécution du présent contrat.

1.22 Achèvement du projet de construction

- .1 À l'achèvement du projet de construction ou, le cas échéant, à la prise en charge des installations, l'entrepreneur devra enlever tous les matériaux, les outils et les équipements qui ne sont pas identifiés au contrat de construction comme devant être laissés à l'établissement.

PARTIE 2 – PRODUITS

SANS OBJET

PARTIE 3 – EXÉCUTION

SANS OBJET

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Contenu de la section

- .1 L'entrepreneur doit gérer ses activités de sorte que la santé et la sécurité du public et du personnel de chantier ainsi que la protection de l'environnement aient toujours préséance sur les questions liées aux coûts et au calendrier des travaux.

1.2 Références

- .1 Code canadien du travail, partie II, Règlement canadien sur la sécurité et la santé au travail.
- .2 Association canadienne de normalisation (CSA).
- .3 Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) / Santé Canada.
- .4 Loi sur la santé et la sécurité du travail, L.R.Q. Chapitre S-2.1.
- .5 Code de sécurité pour les travaux de construction, S-2.1, r.6.
- .6 Code national de prévention des incendies (CNPI).

1.3 Documents/échantillons à soumettre

- .1 Soumettre les documents et les échantillons requis conformément à la section 01 33 23 – Dessins d'atelier, fiches techniques et échantillons.
- .2 Transmettre au représentant désigné du SCC, à la CSST, à l'Association paritaire en santé et sécurité du secteur de la construction (ASP Construction) : le programme de prévention spécifique au chantier de construction tel que décrit à l'article 1.8, au moins 10 jours avant le début des travaux. L'Entrepreneur doit par la suite mettre à jour son programme de prévention si le cours des travaux diffère de ses prévisions initiales. Le représentant désigné du SCC peut, suivant la réception du programme et à tout moment durant les travaux, exiger que le programme soit modifié ou complété pour mieux refléter la réalité du chantier. L'Entrepreneur doit alors apporter les corrections requises avant le début des travaux.
- .3 Transmettre au représentant désigné du SCC, dans les 24 h, une copie de tout rapport d'inspection, avis de correction, ou recommandation émis par les inspecteurs fédéraux ou provinciaux.
- .4 Transmettre au représentant désigné du SCC, dans les 24 h, un rapport d'enquête pour tout accident entraînant une blessure et sur tout incident qui met en lumière un potentiel de risque.
- .5 Transmettre au représentant désigné du SCC toutes les fiches signalétiques des produits contrôlés utilisés au chantier, et ce, au moins trois jours avant leur utilisation sur le chantier.
- .6 Transmettre au représentant désigné du SCC les copies des certificats de formation qui sont requis pour l'application du programme de prévention, notamment:
 - .1 Cours de santé et sécurité générale pour les chantiers de construction.
 - .2 Attestation d'agent de sécurité.
 - .3 Secourisme en milieu de travail et réanimation cardiorespiratoire.
 - .4 Travaux susceptibles d'émettre des poussières d'amiante.

- .5 Travaux en espaces clos.
 - .6 Procédure de cadenassage.
 - .7 Port et ajustement des équipements de protection individuelle.
 - .8 Conduite sécuritaire des chariots élévateurs.
 - .9 Plates-formes de travail élévatrices.
 - .10 Et toute autre formation requise par règlement ou par le programme de prévention.
- .7 Examens médicaux : lorsque des examens médicaux sont requis, en vertu d'une loi, d'un règlement, d'une directive, d'un devis ou d'un programme de prévention, l'entrepreneur doit :
- .1 Avant la mobilisation, transmettre au représentant désigné du SCC les attestations d'examens médicaux de son personnel de surveillance et de tous ses employés visés par le premier paragraphe du présent article qui seront présents à l'ouverture du chantier.
 - .2 Transmettre par la suite au fur et à mesure et sans délai les attestations d'examens médicaux de toutes les personnes nouvellement arrivées au chantier qui sont visées par le premier paragraphe du présent article.
- .8 Plan d'urgence : le plan d'urgence, tel que décrit à l'article 1.7.3, doit être transmis au représentant désigné du SCC en même temps que le programme de prévention.
- .9 Avis d'ouverture de chantier : l'avis d'ouverture de chantier doit être transmis à la Commission de la Santé et de la Sécurité du Travail (CSST) avant le début des travaux, avec copie au représentant désigné du SCC. Une copie de cet avis doit aussi être affichée bien en vue au chantier. Lors de la démobilisation, l'avis de fermeture doit être transmis à la CSST, avec copie au représentant désigné du SCC.
- .10 Plans et attestations de conformité d'ingénieur : l'Entrepreneur doit transmettre à la CSST et au représentant désigné du SCC une copie signée et scellée par un ingénieur de tous les plans et attestations de conformité qui est requis en vertu du Code de sécurité pour les travaux de construction (S-2.1, r. 6), d'une autre loi, d'un autre règlement ou d'une autre clause du devis ou du contrat. Une copie de ces documents doit être disponible en tout temps au chantier.
- .11 Attestation de conformité délivrée par la CSST : l'Attestation de conformité est un document délivré par la CSST confirmant que l'entrepreneur est en règle avec la CSST, c'est-à-dire qu'il lui a versé toutes les sommes dues relativement à un contrat donné. Ce document doit être fourni au représentant désigné du SCC à la fin des travaux.

1.4 Évaluation des risques

- .1 L'Entrepreneur doit procéder à une identification des dangers relatifs à chacune des tâches effectuées sur le chantier.
- .2 L'Entrepreneur doit planifier et organiser les travaux de façon à favoriser l'élimination à la source des dangers ou la protection collective et ainsi réduire au minimum le recours aux équipements de protection individuelle. Lorsqu'une protection individuelle contre les chutes est requise, les travailleurs devront utiliser un harnais de sécurité conformément à la norme CAN/CSA-Z-259.10-M90. La ceinture de sécurité ne doit pas être utilisée comme protection contre les chutes.

- .3 Un équipement, un outil ou un moyen de protection qui ne peut être installé ou utilisé sans compromettre la santé et la sécurité des travailleurs ou du public est réputé être inadéquat pour le travail à effectuer.
- .4 Tous les équipements mécaniques doivent être inspectés avant leur livraison sur le chantier. Avant l'utilisation d'un équipement mécanique, l'entrepreneur doit transmettre au représentant désigné du SCC une attestation de conformité signée par un mécanicien compétent. Le représentant désigné du SCC peut en tout temps, s'il suspecte une défectuosité ou un risque d'accident, ordonner l'arrêt immédiat de l'équipement et exiger une deuxième inspection par un spécialiste de son choix.

1.5 Réunions

- .1 Un représentant décisionnel de l'entrepreneur doit assister à toutes et les réunions où il est question de la santé et de la sécurité sur le chantier.

1.6 Exigences des organismes de réglementation

- .1 Se conformer à toutes les lois, à tous les règlements et à toutes les normes qui sont applicables à l'exécution des travaux.
- .2 Observer les normes et les règlements prescrits afin de garantir un déroulement normal des travaux sur les terrains contaminés par des matières dangereuses ou toxiques.
- .3 Nonobstant la date de publication des normes indiquée dans le code de sécurité pour les travaux de construction, on doit toujours utiliser la version en vigueur au moment où elle s'applique.

1.7 Gestion de la santé et de la sécurité

- .1 Accepter et assumer toutes les tâches et les obligations normalement dévolues au maître d'œuvre en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail (L.R.Q., chapitre S-2.1) et du Code de sécurité pour les travaux de construction (S-2.1, r.6).
- .2 Élaborer un programme de prévention spécifique au chantier qui soit basé sur l'identification des risques et mettre en application ce programme du début du projet jusqu'à la dernière étape de la démobilisation. Il doit être transmis à toutes les personnes concernées. Le programme de prévention doit inclure au minimum :
 - .1 La politique de l'entreprise en matière de santé et de sécurité.
 - .2 La description des travaux, le coût total des travaux, l'échéancier et la courbe prévue des effectifs.
 - .3 L'organigramme des responsabilités en matière de santé et sécurité.
 - .4 L'organisation physique et matérielle du chantier.
 - .5 Les normes de premiers secours et premiers soins.
 - .6 L'identification des risques par rapport au chantier.
 - .7 L'identification des risques en relation avec les tâches effectuées, incluant les mesures de prévention et les modalités de mise en application.
 - .8 La formation requise.
 - .9 La procédure en cas d'accident/blessures.
 - .10 L'engagement écrit de tous les intervenants à respecter ce programme de prévention.

- .11 Une grille d'inspection du chantier basée sur les mesures préventives.
- .3 L'entrepreneur doit élaborer un plan d'urgence efficace, en relation avec les caractéristiques et les contraintes du chantier et de son environnement. Le plan d'urgence doit être transmis à toutes les personnes concernées. Le plan d'urgence doit notamment contenir :
 - .1 La procédure d'évacuation.
 - .2 L'identification des ressources (police, pompiers, ambulances, etc.).
 - .3 L'identification des personnes responsables sur le chantier.
 - .4 L'identification des secouristes.
 - .5 La formation requise pour les personnes responsables de son application.
 - .6 Et toute autre information qui serait nécessaire, compte tenu des caractéristiques du chantier.

1.8 Responsabilités

- .1 Peu importe la taille du chantier ou le nombre de travailleurs présents, nommer une personne compétente comme superviseur et responsable de la santé et de la sécurité. Prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la santé et la sécurité des personnes et des biens à pied d'œuvre et dans l'environnement immédiat du chantier qui pourrait être affecté par le déroulement des travaux.
- .2 Prendre toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de l'application et du respect des exigences en matière de santé et de sécurité contenues dans les documents contractuels, la réglementation fédérale et provinciale, les normes qui sont applicables et le programme de prévention spécifique au chantier et se conformer sans délai à toute ordonnance ou avis de correction émis par la CSST.
- .3 Prendre toutes les mesures nécessaires pour garder le chantier propre et bien ordonné, tout au long des travaux.

1.9 Communication et affichage

- .1 Prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer une communication efficace des informations en matière de santé et de sécurité sur le chantier. Dès leur arrivée au chantier, tous les travailleurs doivent être informés des particularités du programme de prévention, de leurs obligations et de leurs droits. L'entrepreneur doit insister sur le droit des travailleurs de refuser d'exécuter un travail s'ils croient que ce travail peut compromettre leur santé, leur sécurité, leur intégrité physique ou celles des autres personnes présentes sur le chantier. Il doit conserver sur le chantier et mettre à jour un registre avec les informations transmises et la signature de tous les travailleurs qui ont reçu ces informations.
- .2 Les informations et les documents suivants doivent être affichés dans un endroit facilement accessible pour les travailleurs :
 - .1 Avis d'ouverture du chantier.
 - .2 Identification du maître d'œuvre.
 - .3 Politique de l'entreprise en matière de SST.
 - .4 Programme de prévention spécifique au chantier.

- .5 Plan d'urgence.
- .6 Fiches signalétiques de tous les produits contrôlés utilisés au chantier.
- .7 Procès-verbaux des réunions du comité de chantier.
- .8 Nom des secouristes.
- .9 Rapports d'intervention et de correction émis par la CSST.

1.10 Imprévus

- .1 Lorsqu'une source de danger non spécifiée dans le devis et non identifiable lors de l'inspection préliminaire du chantier apparaît par le fait ou durant l'exécution des travaux, l'entrepreneur doit arrêter immédiatement les travaux, mettre en place des mesures de protection temporaires pour les travailleurs et le public et prévenir le représentant désigné du SCC verbalement et par écrit. L'entrepreneur doit par la suite faire les modifications nécessaires au programme de prévention pour que les travaux puissent reprendre en toute sécurité.

1.11 Dynamitage

- .1 Le dynamitage et tout autre usage d'explosifs sont interdits, à moins d'avoir été autorisés par écrit par le représentant ministériel.
- .2 Toute opération impliquant des explosifs doit être effectuée sous la supervision immédiate d'un boutefeu qualifié.
- .3 L'achat, le transport, l'entreposage et l'utilisation des explosifs doivent respecter les dispositions des lois fédérales et provinciales applicables :
 - 1. Canada : Loi sur les explosifs (E-17), Règlement sur les explosifs (C.R.C. CH. 599), norme relative aux dépôts d'explosifs de sautage de détonateurs, Loi et Règlement sur le transport des marchandises dangereuses.
 - .2 Québec : Loi sur les explosifs (E-22), Règlement d'application sur les explosifs (E-22, r.1), Code de sécurité pour les travaux de construction (S-2.1, r.6), Règlement sur le transport des matières dangereuses.
- .4 L'entrepreneur doit obtenir tous les permis requis en vertu des lois et règlements susmentionnés et en garder une copie facilement accessible au chantier.
- .5 L'entrepreneur doit faciliter la visite du chantier et des dépôts d'explosifs ainsi que l'inspection des véhicules servant à leur transport à tous les représentants gouvernementaux et officiers de police qui ont juridiction en matière d'explosifs.

1.12 Pistolets de scellement et autres dispositifs à cartouches

- .1 Les pistolets de scellement ou autres dispositifs à cartouches sont interdits sur la propriété du SCC. Se référer à la section 01 35 13 – Sécurité SCC.

1.13 Sécurité sur le chantier

- .1 Observer et faire respecter les exigences en matière de sécurité énoncées à la partie 8 du Code national du bâtiment du Canada en vigueur et du Code de construction du Québec ou prévues par le gouvernement provincial, l'organisme chargé de la réglementation sur les accidents du travail ou les autorités municipales, relativement aux travaux de construction, les exigences les plus strictes devant prévaloir en cas de contradiction ou de divergence entre les exigences des codes et celles des organismes susmentionnés.
- .2 Avant de commencer les travaux et avant de toucher le paiement à la fin des travaux, l'entrepreneur doit fournir la preuve qu'il s'est conformé à toutes les prescriptions en ce qui concerne la Loi sur la santé et la sécurité du travail, y compris les paiements afférents
- .3 En tout temps, pendant la durée du marché, l'entrepreneur devra fournir au professionnel, sur demande, la preuve que lui-même et tous ses sous- traitants ont observé les prescriptions de ladite loi.
- .4 De plus, **l'entrepreneur est spécifiquement considéré le maître d'oeuvre** au sens de la loi, au regard de la santé et la sécurité sur le chantier. A ce titre, ses obligations exprimées sommairement, mais non limitatives sont les suivantes :
 - .1 Faire en sorte que soit élaboré un programme de prévention.
 - .2 Transmettre, le cas échéant, le programme de prévention aux personnes ou aux unités désignées par la Loi sur la santé et la sécurité du travail et ses règlements.
 - .3 Transmettre l'avis d'ouverture et de fermeture de chantier à la CSST dans les délais et modalités prescrits.
 - .4 Faire en sorte que le programme de prévention soit appliqué.
 - .5 S'assurer du respect du programme de prévention de chaque employeur (engagement écrit).
- .6 Recevoir les ordonnances de l'inspecteur.
- .7 Respecter en tout point les exigences de la Loi sur la santé et la sécurité au travail (L.R.Q., c. S-2.1) (LSST).
- .5 L'entrepreneur est responsable de tout arrêt éventuel de chantier qui suit une ordonnance d'un inspecteur de la CSST. Il devra rembourser au propriétaire toute amende que celle-ci se verrait attribuer par suite du manquement de l'entrepreneur à se conformer aux prescriptions de la Loi.

1.14 Surcharges

- .1 S'assurer qu'aucune partie de l'ouvrage n'est soumise à une charge susceptible de compromettre sa solidité ou de lui causer une déformation permanente.

1.15 Ouvrages provisoires

- .1 Concevoir et construire les ouvrages provisoires conformément à la norme CSA S269.1.

1.16 Échafaudages

- .1 Concevoir et construire les échafaudages conformément à la norme CSA S269.2 (m1).

1.17 Contrôle à la source

- .1 L'entrepreneur doit s'assurer que son programme de prévention précise les méthodes de contrôle à la source des émissions de silice. Il doit préciser les équipements de protection individuelle à utiliser. Il doit voir à ce que le programme de prévention comprenne de la formation et de l'information pour les travailleurs exposés aux poussières de silice cristalline. L'entrepreneur doit :
 - .1 Identifier toutes les sources d'émissions de poussière de silice.
 - .2 Contrôler l'émission des poussières en utilisant des outils avec apport d'eau ou les capter et les retenir dans un filtre à haute efficacité pour ne pas qu'elles se propagent dans l'environnement. De plus, il doit privilégier les abrasifs non siliceux pour le décapage par projection et le sablage des surfaces.
 - .3 Délimiter les zones de travail à risque afin de tenir à l'écart les travailleurs qui ne participent pas aux tâches produisant des poussières de silice cristalline et qui ne portent pas les équipements, de protection individuelle, requis.
- .2 Fournir aux travailleurs un équipement de protection respiratoire et s'assurer qu'ils le portent.
- .3 L'entrepreneur devra s'assurer que les travailleurs respectent les consignes énumérées ci-dessous. Un travailleur doit :
 - .1 Utiliser l'équipement approprié et la méthode préconisée par l'employeur pour contrôler l'émission des poussières de silice cristalline. Il doit également porter l'équipement, de protection respiratoire, sélectionné conformément au « Guide des appareils de protection respiratoire utilisés au Québec (IRSST) » pendant toute la durée des opérations. Lorsque l'équipement de protection respiratoire ainsi sélectionné est muni d'un filtre à particule, il doit avoir un degré d'efficacité de 99,97 %.
 - .2 Porter une combinaison de protection pour empêcher la contamination à l'extérieur de la zone de travail et enlever la poussière déposée sur la combinaison de protection et l'équipement de protection respiratoire à l'aide d'un chiffon humide ou d'un aspirateur muni d'un filtre à haute efficacité.
 - .3 Manger et boire à l'extérieur de l'aire empoussiérée. Il doit également se laver les mains et le visage avant de manger, de boire et de fumer.
- .4 Il faut nettoyer les surfaces et les outils avec de l'eau. L'utilisation d'air comprimé est défendue.

1.18 Plan de sécurité incendie

- .1 Les exigences de la partie 8 du CCQ (Code de construction du Québec ainsi que le CNPI (Code national de prévention des incendies) s'appliquent pour l'ensemble du projet.
- .2 Avant le début des travaux, l'entrepreneur devra présenter un plan de sécurité incendie conforme à la réglementation en vigueur. L'entrepreneur général devra présenter au propriétaire et au service d'incendie de la Ville les méthodes et mesures qu'il prévoit prendre afin de répondre aux exigences des codes et particulièrement aux articles et aux sections suivantes, sans s'y limiter :
 - .1 Section 2.8 CNPI dernière édition en vigueur (Mesures d'urgence).
 - .2 Section 5.2 CNPI dernière édition en vigueur (Travaux par points chauds).
 - .3 Code de sécurité pour travaux de construction, R.R.Q. c. S-2.1, r6.

- .3 Le tout doit faire l'objet d'une approbation du service incendie et du propriétaire. Toutes modifications ou ajustements des mesures seront aux frais de l'entrepreneur général.

PARTIE 2 – PRODUITS

SANS OBJET

PARTIE 3 – EXÉCUTION

SANS OBJET

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Renseignement et éclaircissements

- .1 Toute demande d'éclaircissements ou de renseignements additionnels concernant les consignes de sécurité incendie doit être transmise au responsable du service des incendies du propriétaire ou de la municipalité, qui se chargera d'y répondre de façon appropriée.

1.2 Inspections effectuées par le chef du service des incendies

- .1 Les inspections du chantier par le responsable du service des incendies seront coordonnées par le chargé de projets.
- .2 Permettre, au responsable du service des incendies, le libre accès au chantier.
- .3 Collaborer avec le responsable du service des incendies au cours des inspections périodiques du chantier.
- .4 Corriger immédiatement toute situation jugée dangereuse par le responsable du service des incendies.

1.3 Connaissance de plan de sécurité incendie

- .1 Les entrepreneurs et leurs employés doivent bien connaître les consignes de sécurité incendie énoncées dans la présente section, ainsi que les exigences qui doivent être satisfaites à ce sujet.

1.4 Expose du service des incendies

- .1 Le responsable du projet doit prendre les dispositions nécessaires pour que le responsable du service des incendies du propriétaire ou de la municipalité puisse transmettre les consignes de sécurité incendie à l'entrepreneur lors de la réunion précédant le début des travaux.

1.5 Marche à suivre pour signaler un incendie

- .1 Planifier une rencontre avec le directeur de l'établissement ou son responsable désigné pour prendre connaissance des procédures à suivre en cas d'incendie. Discutez et établissez ensemble les mesures « spéciales » à prendre pour l'ensemble de la durée des travaux.

1.6 Systèmes d'alarme et de protection incendie intérieur et extérieur

- .1 Les systèmes d'alarme et de protection incendie ne doivent en aucun cas :
 - .1 Être obstrués.
 - .2 Être fermés.
 - .3 Être laissés hors service à la fin d'une période ou d'une journée de travail sans que le responsable du service des incendies ou son représentant ait été avisé et qu'il ait donné son autorisation.
- .2 Sauf autorisation du responsable du service des incendies, les bornes d'incendie et les systèmes de colonnes d'incendie et de robinets armés ne doivent pas être utilisés à d'autres fins que la lutte contre les incendies.

1.7 Extincteurs

- .1 L'entrepreneur doit fournir, selon les directives du responsable du service des incendies, les extincteurs nécessaires à la protection, en cas d'urgence, des travaux en cours et de ses installations sur le chantier.

1.8 Obstruction des routes

- .1 Le responsable du service des incendies doit être informé à l'avance de l'exécution de tout travail susceptible de gêner le déplacement des véhicules de lutte contre les incendies, de toute dérogation au dégagement minimal prévu qu'il aura prescrit, de la mise en place de barricades et de l'exécution de travaux.

1.9 Déchets et matériaux de rebut

- .1 Accumuler le moins possible de déchets et de matériaux de rebut.
- .2 À moins d'une autorisation du responsable désigné du SCC, il est interdit de brûler des matériaux de rebut sur le chantier.
- .3 Enlèvement des déchets et des matériaux de rebut
 - .1 Débarrasser le chantier de tout matériau de rebut à la fin de chaque journée, de chaque période de travail ou selon l'intervalle prescrit.
- .4 Entreposage
 - .1 L'entreposage de déchets ou de matériaux huileux dans les aires de travail doit faire l'objet d'une attention particulière afin que soient assurées une propreté et une sécurité maximales.
 - .2 Les chiffons et les matériaux graisseux ou huileux pouvant s'enflammer de façon spontanée doivent être déposés et conservés dans des contenants approuvés, puis évacués selon les modalités définies.

1.10 Liquides inflammables

- .1 Les liquides inflammables doivent être manutentionnés, entreposés et utilisés conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada.
- .2 On pourra garder sur le chantier jusqu'à 45 litres d'essence, de naphte, de kérosène ou autres liquides inflammables, pourvu que ceux-ci soient conservés dans des récipients approuvés portant le label d'homologation des Laboratoires des assureurs du Canada ou de la Factory Mutual. L'entreposage de plus de 45 litres de liquides inflammables en vue de l'exécution de certains travaux devra être approuvé par le Chef du service des incendies.
- .3 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables à l'intérieur des bâtiments ou sur les plates-formes de chargement.
- .4 Il est interdit de transvaser les liquides inflammables à proximité de flammes nues ou de tout dispositif générateur de chaleur.
- .5 Les liquides inflammables dont le point d'éclair dépasse 38 °C, le naphte ou l'essence par exemple, ne doivent pas être utilisés comme diluants ni comme produits de nettoyage.
- .6 Il faut conserver sur le chantier le moins possible de liquides usés inflammables; ceux-ci doivent être entreposés dans des contenants approuvés et être rangés dans un endroit sûr et bien ventilé. Toute demande d'évacuation de ces produits doit être transmise au service des incendies de l'établissement.

1.11 Matières dangereuses

- .1 Tous les travaux nécessitant l'emploi de matières toxiques ou dangereuses, de produits chimiques ou d'explosifs, ou encore présentant des risques quelconques pour la vie, la sécurité ou la santé doivent être exécutés conformément aux exigences du Code national de prévention des incendies du Canada.

- .2 Un permis doit être obtenu du responsable du service des incendies pour tout travail nécessitant l'emploi d'une source de chaleur dans les bâtiments ou les installations, comme les opérations de soudage, de brûlage ou encore l'utilisation de chalumeaux ou d'appareils générateurs de chaleur. Il importe de prendre les précautions nécessaires pour protéger les personnes et les biens contre tout risque d'incendie ou d'explosion.
- .3 Tous les travaux nécessitant l'utilisation d'une source de chaleur dans des endroits où il y a risque d'incendie ou d'explosion doivent être exécutés en présence d'agents de sécurité incendie équipés du matériel d'extinction approprié. Le responsable du service des incendies délimitera les endroits où il y a risque d'incendie ou d'explosion ainsi que les mesures de sécurité à prendre dans chaque cas. Il incombe à l'entrepreneur de retenir les services d'un agent de sécurité incendie sur le chantier, selon les modalités établies au préalable avec le responsable du service des incendies.
- .4 Une ventilation adéquate doit être assurée et toutes les sources d'inflammation doivent être éliminées lorsque des liquides inflammables tels que des vernis et des uréthannes sont utilisés. Le responsable du service des incendies doit être informé de l'emploi de tels produits avant le début et à la fin des travaux en question.

1.12 Emplacement dédié aux camions de pompier

- .1 Respecter, en tout temps, les emplacements réservés aux camions de pompier, le long du bâtiment existant.

PARTIE 2 - PRODUITS

Sans objet.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

Sans objet

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Exigences

- .1 En complément des instructions générales, l'entrepreneur doit se conformer aux exigences de la présente section.

1.2 Contenu de la section

- .1 Inspections et essais, exigences administratives et opérationnelles.
- .2 Essais et formules de dosage.
- .3 Échantillons d'ouvrages.
- .4 Essais en usine.
- .5 Réglage et équilibrage des appareils et des systèmes.

1.3 Sections connexes

- .1 Section 01 33 23 – Dessins d'atelier, fiches techniques et échantillons : soumission des échantillons de produits en vue d'établir la qualité de ces derniers.
- .2 Section 01 61 00 – Exigences générales concernant les produits : qualité des matériaux, du matériel et de l'exécution des travaux, normes de référence.

1.4 Inspection

- .1 Le maître de l'ouvrage et les professionnels doivent avoir accès aux ouvrages. Si une partie des ouvrages est réalisée hors du chantier, y en assurer l'accès tout au long de l'exécution des travaux.
- .2 Dans le cas où les ouvrages doivent être soumis à des essais spéciaux, à des inspections, à des approbations requises par le professionnel ou prévues aux règlements du chantier, en faire la demande dans un délai raisonnable.
- .3 Si l'entrepreneur a couvert ou a permis de couvrir un ouvrage avant qu'il ait été soumis aux inspections, approbations ou essais requis, il doit découvrir l'ouvrage en question, faire faire les essais ou l'inspection à la satisfaction des autorités compétentes, puis remettre l'ouvrage dans l'état où il se trouvait au départ.
- .4 Le professionnel peut ordonner l'inspection de toute partie d'ouvrage dont la conformité aux documents contractuels semble douteuse. Si, après examen, l'ouvrage en question est déclaré non conforme aux exigences des documents contractuels, l'entrepreneur doit prendre les mesures qui s'imposent pour rendre l'ouvrage conforme aux exigences spécifiées, et assumer les frais d'inspection et de réparation. Si l'ouvrage est déclaré conforme aux exigences des documents contractuels, le maître de l'ouvrage assumera les frais d'inspection et de remise en état.

PARTIE 2 – PRODUITS

SANS OBJET

PARTIE 3 – EXÉCUTION

SANS OBJET

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

Toutes les installations de chantier doivent d'abord être présentées et approuvées par le directeur de l'établissement ou son représentant désigné.

1.1 Contenu de la section

- .1 La présente section traite sans s'y limiter, des installations temporaires requises sur le site, de l'aménagement du bureau de chantier, de l'entreposage ainsi que la signalisation propre au chantier.

1.2 Sections connexes

- .1 Conditions générales complémentaires, section 01 00 50 – Instructions générales.

1.3 Installation et enlèvement du matériel

- .1 Fournir, mettre en place ou aménager les installations de chantier nécessaires pour permettre l'exécution des travaux dans les plus brefs délais.
- .2 Démonter le matériel et l'évacuer du chantier lorsqu'on n'en a plus besoin.

1.4 Échafaudages

- .1 Fournir les échafaudages, les rampes d'accès, les échelles, les échafaudages volants, les plates-formes, les escaliers temporaires et tout autre équipement requis nécessaires à l'exécution des travaux, et en assurer l'entretien.

1.5 Matériel de levage

- .1 Fournir et installer les treuils et les grues nécessaires au déplacement des ouvriers, du matériel et de l'équipement, et en assurer l'entretien et la manœuvre. Prendre les arrangements financiers nécessaires avec les sous-traitants pour l'utilisation du matériel de levage.
- .2 La manœuvre des treuils et des grues doit être confiée à des ouvriers qualifiés.

1.6 Entreposage sur place – Charges admissibles

- .1 S'assurer que les travaux sont exécutés dans les limites indiquées dans les documents contractuels. Ne pas encombrer les lieux de façon déraisonnable avec du matériel et des matériaux.
- .2 Ne pas surcharger ni permettre de surcharger aucune partie de l'ouvrage afin de ne pas en compromettre l'intégrité.
- .3 Fournir et installer un conteneur à l'épreuve des intempéries pour ranger les matériaux, les outils et l'équipement susceptibles d'être endommagés.
- .4 L'emplacement des conteneurs sera déterminé par le propriétaire et l'ingénieur.

1.7 Voies d'accès

- .1 Le directeur identifiera les aires de stationnement autorisées pour les véhicules des employés de la construction. Le stationnement en d'autres endroits sera interdit et les véhicules fautifs pourront être remorqués.
- .2 Aménager des voies convenables d'accès au chantier et en assurer l'entretien

- .3 Aménager des voies d'accès temporaires aux endroits indiqués ou désignés par le responsable désigné du SCC, et y assurer l'enlèvement de la neige pendant toute la période des travaux.
- .4 S'il est permis d'emprunter les routes existantes pour accéder au chantier, assurer l'entretien de ces dernières pendant toute la durée des travaux et, le cas échéant, réparer tout dommage qui pourrait y être causé.
- .5 Nettoyer les pistes et les voies de circulation qui auront été empruntées par l'équipement et les véhicules de l'entrepreneur.

1.8 Mesures de sécurité

- .1 Par mesure de sécurité, tout conteneur doit être placé à plus de 5 m des bâtiments à moins que celui-ci ne soit muni d'un couvercle métallique, étanche, fermé qui devra être barré chaque soir et à chaque interruption de travail.

1.9 Bureaux de chantier de l'entrepreneur

- .1 Aménager un bureau ventilé, chauffé à une température de 22 °C, doté d'appareils d'éclairage assurant un niveau d'éclairement de 750 lux et de dimensions suffisantes pour permettre la tenue des réunions de chantier, et y prévoir une table pour l'étalement des dessins.
- .2 Fournir une trousse de premiers soins complète et clairement identifiée et la ranger à un endroit facile d'accès.
- .3 Au besoin, les sous-traitants peuvent aménager leur propre bureau. Leur indiquer l'endroit où ils peuvent s'installer.

1.10 Installations sanitaires

- .1 L'entrepreneur général devra fournir sur place les équipements sanitaires requis pour desservir tous les employés du chantier.
- .2 Assurer la salubrité des lieux et des toilettes en tout temps.

1.11 Signalisation

- .1 Installer aux endroits pertinents des panneaux de signalisation pour indiquer la limite de chantier, la direction des issues relocalisées temporairement ou autres informations pertinentes.
- .2 Dans les trois semaines suivant la signature du contrat, fournir un panneau de chantier et l'installer à l'endroit désigné par le consultant.
- .3 Le panneau doit mesurer 1 200 mm x 2 400 mm, être fait de contreplaqué avec ossature en bois et porter une inscription réalisée par un spécialiste en lettrage.
- .4 Les surfaces du panneau doivent être recouvertes d'une couche de peinture d'impression et de deux couches de peinture émail.
- .5 Les inscriptions sur le panneau seront faites à l'aide de pellicule de vinyle, auto-adhésive.
- .6 Sur le panneau, doit être indiqué le nom du maître de l'ouvrage, du consultant et de l'entrepreneur; le lettrage stylisé employé sera conforme aux indications.
- .7 Mis à part les panneaux d'avertissement, aucun autre panneau ni aucune autre affiche ne peut être installé sur le chantier.

- .8 Installer le panneau de chantier à l'endroit désigné par l'ingénieur.
- .9 Entretien et élimination des panneaux de chantier
 - .1 Garder les panneaux et les avis approuvés en bon état pendant toute la durée des travaux et les évacuer du chantier une fois ces derniers terminés, ou avant si l'ingénieur le demande.

1.12 Équipement de service et de protection temporaire et de délimitation du chantier

- .1 Fournir, installer et maintenir en service tout l'équipement de service et de protection temporaire tels que monte-charge, escaliers, échelles, échafaudages, rampes, palans, etc., nécessaires pour l'exécution efficace des travaux conformément aux lois et règlements du Code de Sécurité du ministère du Travail de la province de Québec et conçus pour assurer la meilleure protection possible.
- .2 Fournir, installer et maintenir en opération des torches portatives ou feux clignotants aux endroits où il y a des rampes, des obstructions dans les rues, trottoirs ou allées.

1.13 Énergie électrique, approvisionnement en eau et chauffage temporaire

- .1 L'entrepreneur général devra, durant tout le temps de la construction, pourvoir à ses besoins et aux besoins des sous-traitants et tout corps de métier en approvisionnement : éclairage, électricité, eau et chauffage, et défrayer les coûts d'installation, d'entretien et de consommation.

1.14 Échafaudages

- .1 Construire des échafaudages sûrs, rigides, solides et bien assujettis et les entretenir.
- .2 Les échafaudages ne doivent pas être appuyés sur les murs; ils devront être enlevés promptement lorsqu'on n'en aura plus besoin. Se reporter à la section 01 35 30 – Santé et sécurité pour connaître les mesures de sécurité concernant les échafaudages.

1.15 Enlèvement des installations temporaires

- .1 Enlever du chantier toutes les installations temporaires lorsque le professionnel le jugera opportun.

1.16 Travaux temporaires

- .1 Conformément aux prescriptions des plans et devis (section 01 35 30 – Instructions générales), effectuer tous les travaux temporaires nécessaires à la réalisation complète du projet.

1.17 Protection des propriétés publiques et privées avoisinantes

- .1 Protéger les propriétés publiques et privées avoisinantes contre tout dommage pouvant résulter de l'exécution des travaux.
- .2 Le cas échéant, assumer l'entière responsabilité des dommages causés.

1.18 Protection des surfaces finies du bâtiment

- .1 Pendant toute la période d'exécution des travaux, protéger le matériel ainsi que les surfaces complètement ou partiellement finies de l'ouvrage.
- .2 Prévoir les écrans, les bâches et les barrières nécessaires.
- .3 Trois jours avant l'installation des éléments de protection, confirmer avec l'ingénieur l'emplacement de chacun ainsi que le calendrier d'installation.

- .4 Assumer l'entière responsabilité des dommages causés aux ouvrages en raison d'un manque de protection ou d'une protection non appropriée.

1.19 Circulation d'air dans les chantiers

- .1 Réduire et contrôler l'émission de poussières dans l'air ambiant.
- .2 L'air ambiant des aires de travail doit être évacué à l'extérieur du bâtiment et les sorties d'évacuation doivent être installées loin des systèmes d'alimentation d'air du bâtiment.

PARTIE 2 – PRODUITS

SANS OBJET

PARTIE 3 – EXÉCUTION

SANS OBJET

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Exigences

- .1 L'entrepreneur et ses sous-traitants travailleront de façon à protéger l'environnement.
- .2 Se conformer aux normes de l'environnement pour disposer des déchets, produits, matériaux et être pourvu des permis nécessaires (municipal, provincial, fédéral) à cet effet.
- .3 L'entrepreneur doit, en fonction de la réglementation, entreposer et disposer adéquatement des matières dangereuses.

1.2 Feux

- .1 Les feux et le brûlage des déchets sont interdits sur le chantier.

1.3 Évacuation des déchets

- .1 Sauf autorisation expresse du responsable désigné du SCC, il est interdit d'enfouir des déchets et des matériaux de rebut sur le chantier
- .2 Il est interdit d'évacuer des matériaux de rebut ou des matériaux volatils comme les essences minérales et les diluants pour l'huile ou la peinture, en les déversant dans des cours d'eau, des égouts pluviaux ou des égouts sanitaires.

1.4 Prévention de la pollution

- .1 Entretenir les installations temporaires destinées à prévenir l'érosion et la pollution et mises en place en vertu du présent contrat.
- .2 Assurer le contrôle des gaz dégagés par le matériel et les installations, conformément aux exigences des autorités locales.
- .3 Construire des abris temporaires afin d'empêcher les matériaux de sablage et les autres matières étrangères de contaminer l'air au-delà de la zone d'application.
- .4 Arroser les matériaux secs et recouvrir les déchets afin d'éviter que le vent soulève la poussière ou entraîne les débris. Supprimer la poussière sur les chemins temporaires.

PARTIE 2 – PRODUITS

SANS OBJET

PARTIE 3 – EXÉCUTION

SANS OBJET

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Généralités

- .1 Sauf indications contraires, utiliser des matériaux et de l'équipement neufs sans imperfection ou défaut, de la qualité exigée portant les étiquettes d'approbation de l'ACNOR, ULC, FM, selon les spécialités.
- .2 Dans les sept jours suivant la réception de la demande écrite de l'ingénieur, soumettre les renseignements suivants concernant les matériaux et l'équipement qui doivent être fournis :
 - .1 Le nom et l'adresse du fabricant.
 - .2 La marque de commerce et les numéros de modèle et de catalogue.
 - .3 Les fiches techniques et les résultats d'essais.
 - .4 Les instructions du fabricant ayant trait à l'installation et à l'application.
 - .5 Les preuves à l'appui de la démarche d'acquisition.
- .3 Sauf indications contraires, utiliser les produits d'un seul fabricant dans le cas de matériaux et d'équipement d'un même type ou d'une même classe.

1.2 Instructions du fabricant

- .1 Sauf indications contraires, se conformer aux plus récentes instructions écrites du fabricant concernant les matériaux et l'équipement à utiliser et les méthodes d'installation. En cas de contradiction, les recommandations du manufacturier devront s'appliquer.
- .2 Aviser le professionnel, par écrit, de toute divergence entre le présent devis et les instructions du fabricant; le professionnel déterminera alors quel document il faut utiliser.

1.3 Livraison et entreposage

- .1 Les matériaux et l'équipement doivent être livrés, entreposés et conservés dans leur emballage original de manière à ce que le sceau et l'étiquette du fabricant restent intacts.
- .2 Éviter que les matériaux et l'équipement ne soient endommagés, altérés ou salis pendant la livraison, la manutention et l'entreposage. Transporter, sans délai, hors du chantier, les matériaux et l'équipement refusés.
- .3 Entreposer les matériaux et l'équipement conformément aux instructions des fournisseurs.
- .4 Retoucher, à la satisfaction de l'ingénieur, les surfaces endommagées finies en usine. Utiliser un apprêt ou de la peinture-émail identique au fini original. Ne pas peindre les plaques signalétiques.

1.4 Sélection de matériaux par l'entrepreneur aux fins de soumission

- .1 Si les matériaux sont prescrits par référence à une norme, choisir tout matériau qui répond aux exigences de cette norme, ou qui les dépasse.
- .2 Si les matériaux doivent figurer sur la liste des produits homologués publiée par l'Office des normes générales du Canada, choisir l'un des fabricants qui y sont énumérés.

- .3 Si les matériaux sont prescrits aux termes d'un devis descriptif ou d'un devis de performance, choisir tout matériau qui répond aux exigences du devis, ou qui les dépasse.
- .4 Si les matériaux sont prescrits par désignation d'une ou de plusieurs marques, choisir l'une des marques désignées. Aux fins du présent devis, l'expression « matériau acceptable » désigne un produit complet et en état d'utilisation, suivant la description donnée par un nom de fabricant, un numéro de catalogue, une marque de commerce ou toute autre combinaison de ces éléments.
- .5 Si les matériaux sont prescrits aux termes d'une norme, d'un devis descriptif ou d'un devis de performance, à la demande des professionnels, se procurer auprès du fabricant, le rapport d'un laboratoire d'essai indépendant certifiant que les matériaux ou l'équipement répondent aux exigences prescrites, ou les dépassent.

1.5 Substitution

- .1 En plus des exigences des conditions générales, toute demande de substitution ou d'équivalence de matériaux doit être soumise à l'approbation du propriétaire. Lorsqu'une telle demande est faite par l'entrepreneur, c'est à lui qu'il incombe de faire preuve de l'équivalence et d'en défrayer les coûts.
- .2 Les propositions de substitution ne pourront être soumises qu'après l'adjudication du contrat. Les demandes doivent être accompagnées d'un état des coûts respectifs des articles prescrits dans le devis et de ceux proposés comme substitués.
- .3 Le professionnel ne prendra ces demandes en considération que si :
 - .1 Les matériaux choisis par le soumissionnaire, parmi ceux prescrits dans le devis, ne sont pas disponibles, ou si
 - .2 La date de livraison des matériaux choisis parmi ceux prescrits dans le devis retarde indûment les travaux, à la condition toutefois que l'entrepreneur ait fait diligence pour placer les bons de commande des matériaux dans les délais prévus, ou si
 - .3 Les matériaux proposés comme substitués sont jugés par le Professionnel comme étant l'équivalent des produits prescrits et si leur utilisation se traduit par une baisse du prix du contrat.
 - .4 Les produits proposés respectent en tout point les caractéristiques techniques, les finis, les dimensions, les dégagements, les profondeurs de puits et les ouvertures libres du produit de référence.
 - .5 Pour toutes les demandes d'équivalence, un échantillon, grandeur réelle devra être fourni, sur le site même du chantier ou sur un emplacement déterminé par le professionnel, pour analyse du produit par les professionnels et par le propriétaire
- .4 Si la substitution proposée est acceptée en tout ou en partie, assumer l'entière responsabilité et les frais que cette substitution pourrait entraîner sur les autres travaux. Payer le coût des modifications à apporter aux dessins à la suite de cette substitution.
- .5 Malgré la vérification des dessins d'atelier des produits acceptés par les professionnels, assumer l'entière responsabilité de la substitution et des modifications et remplacements de produit à apporter s'il s'avère que les produits ne sont pas complètement équivalents notamment, au niveau des caractéristiques techniques, des finis, des dimensions, des dégagements, et des ouvertures libres.

- .6 Toutes les sommes économisées à la suite de substitutions approuvées seront créditées suivant le montant fixé par l'ingénieur et le prix du contrat en sera réduit d'autant. Ce crédit sera traité par le biais d'un ordre de changement. Aucune substitution ne sera permise avant que l'ingénieur n'y accorde son approbation écrite.
- .7 Aucune substitution ne doit avoir pour effet de remplacer un produit fabriqué au Québec par un produit fabriqué hors du Québec.

1.6 Équipement et installation de construction

- .1 Sur demande, démontrer à l'entière satisfaction du professionnel que l'équipement et les installations de construction ont la capacité suffisante pour permettre de fabriquer, transporter, mettre en place et finir les ouvrages requis suivant les normes de qualité et de productivité prescrites. Sinon, remplacer l'équipement ou les installations existantes, ou fournir et installer l'équipement ou les installations supplémentaires nécessaires, selon les directives reçues.
- .2 Maintenir l'équipement et les installations de construction en bon état de service.

1.7 Compatibilité des matériaux

- .1 L'entrepreneur doit s'assurer avant leur installation ou leur application de la compatibilité des matériaux qui doivent être juxtaposés à l'édifice.
- .2 Les matériaux qui peuvent causer des réactions chimiques ou électrolytiques dommageables doivent être séparés par d'autres matériaux isolants ou neutralisants en vinyle, butyle ou néoprène ou à une autre matière approuvée.
- .3 Les matériaux tels que les colles, adhésifs, ciment d'adhésion, huile à coffrage, couches d'apprêt, agents de mûrissement, et autres matériaux similaires, etc. doivent être pleinement effectifs et ne doivent pas nuire à l'adhésion des matériaux juxtaposés et à la qualité de l'ouvrage fini.
- .4 Les matériaux entrant dans un système de protection ou de fini à plusieurs couches tels que les membranes, les peintures, les finis synthétiques doivent être compatibles; ils doivent provenir de la même source, excepté là où prescrit autrement.
- .5 L'entrepreneur a l'obligation de s'assurer de la compatibilité de tous les matériaux, notamment, les matériaux de remplissage des joints de fractionnement et autres ouvertures à sceller dans la dalle de béton avec les matériaux de nivellement et ceux utilisés pour les revêtements de sol souple, en carreaux et en feuille.

PARTIE 2 – PRODUITS

SANS OBJET

PARTIE 3 – EXÉCUTION

SANS OBJET

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Contenu de la section

- .1 Exigences relatives au nettoyage en cours d'exécution des travaux et au nettoyage final requis avant la prise de possession par le propriétaire.

1.2 Sections connexes

- .1 Instructions générales Section 01 00 50
- .2 Gestion et élimination des déchets de construction Section 01 74 19

1.3 Propreté du chantier

- .1 Assurer la propreté du chantier et éliminer toute accumulation de débris et de matériaux de rebut.
- .2 Évacuer les débris et les matériaux de rebut hors du chantier et les déposer dans des conteneurs à déchets à la fin de chaque période de travail.
- .3 Nettoyer les surfaces intérieures avant le début des travaux de finition et conserver ces zones exemptes de poussière et d'autres impuretés durant lesdits travaux.

1.4 Nettoyage final

- .1 Lorsque les travaux sont presque entièrement terminés, enlever les matériaux de surplus, les outils ainsi que l'équipement et le matériel de construction qui ne sont plus nécessaires à l'exécution des travaux inachevés.
- .2 Enlever les débris et les matériaux de rebut autres que ceux générés par le maître de l'ouvrage, les autres entrepreneurs ou leurs employés, et laisser les lieux propres et prêts à l'occupation.
- .3 À l'achèvement des travaux, retirer les matériaux de surplus, les outils ainsi que l'équipement et le matériel de construction. Enlever les débris et les matériaux de rebut autres que ceux générés par le maître de l'ouvrage ou les autres entrepreneurs.
- .4 Évacuer les matériaux de rebut hors du chantier à intervalles fixes préétablis ou les éliminer selon les directives du professionnel. Ne pas brûler les matériaux de rebut sur le chantier, à moins d'une approbation expresse de l'architecte.
- .5 Prendre les dispositions requises et obtenir les permis des autorités compétentes en vue de l'élimination des débris et des matériaux de rebut.
- .6 Balayer les surfaces de l'ouvrage avant l'inspection du chantier.
- .7 Nettoyer et polir les vitrages, les miroirs, les pièces de quincaillerie, les carreaux muraux, les surfaces chromées et émaillées (séchées au four), les surfaces en acier inoxydable, en porcelaine, en stratifié. Retirer à l'aide d'un aspirateur, la poussière se trouvant dans les appareils mécaniques et électriques. Remplacer tout vitrage brisé, égratigné ou endommagé.
- .8 Enlever la poussière ainsi que les taches, marques, égratignures relevées sur les ouvrages décoratifs, les appareils mécaniques et électriques, les éléments de mobilier, les murs, les planchers et les plafonds.

- .9 Épousseter les surfaces intérieures du bâtiment et passer l'aspirateur, sans oublier de nettoyer derrière les grilles, les louveres et les registres.
- .10 Laver, savonner, cirer, sceller ou traiter de toute autre manière les revêtements de sol, selon les indications du fabricant.
- .11 Examiner les finis, les accessoires et le matériel afin de s'assurer qu'ils répondent aux exigences prescrites relativement à la qualité d'exécution et au fonctionnement.
- .12 Balayer et nettoyer les trottoirs, les marches et autres surfaces extérieures.
- .13 Enlever les saletés et autres éléments qui déparent les surfaces extérieures.
- .14 Nettoyer et balayer les toitures, les gouttières, les descentes pluviales ainsi que les drains et évacuations.
- .15 Nettoyer les conduits de mécanique dans les entre plafonds. Éliminer tous les résidus de poussière qui se sont accumulés sur les équipements et les conduits de mécanique durant le chantier.
- .16 Nettoyer soigneusement le matériel et les appareils, et nettoyer ou remplacer les filtres des appareils mécaniques.

PARTIE 2 – PRODUITS

SANS OBJET

PARTIE 3 – EXÉCUTION

SANS OBJET

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Objectifs en matière de gestion des déchets

- .1 La présente section précise les exigences en matière de gestion et d'élimination des déchets du présent projet. Elle touche les travaux de démolition et les travaux de construction.
- .2 L'objectif en matière de gestion des déchets est de réduire la quantité totale de déchets de construction/démolition qui seront acheminés aux sites d'enfouissement dans le cadre du projet.
- .3 L'entrepreneur doit définir et mettre en œuvre un plan de gestion des déchets dont les objectifs, les démarches et les méthodes devront être présentés au professionnel désigné et passés en revue.
- .4 L'entrepreneur doit aussi fournir au professionnel désigné les documents certifiant que les mesures et les procédures de gestion des déchets, de recyclage, de réutilisation/réemploi de matériaux recyclables et réutilisables ont été mises en application.
- .5 Protéger l'environnement et prévenir la pollution et les impacts environnementaux

1.2 Définitions

- .1 Matière résiduelle : au Québec, la Loi sur la qualité de l'environnement, intègre le terme de matière résiduelle plutôt que celui de déchet. Ce terme désigne tout résidu, dangereux ou non, et incorpore la notion qu'un résidu peut être réutilisé à d'autres fins. Il peut être réutilisé ou redevenir matière première, plutôt que de terminer sa vie utile dans un site d'enfouissement.
- .2 Recyclage : opérations englobant le tri, le nettoyage, le traitement et la reconstitution de déchets solides et autres matières ou matériaux mis au rebut, destinées à favoriser l'utilisation de ceux-ci sous une forme différente de leur état d'origine. Le recyclage ne comprend pas la combustion, l'incinération ou la destruction thermique des déchets.
- .3 Réutilisation/réemploi : utilisation répétée d'un produit ou d'un matériau dans sa forme originale, en vue d'un usage différent dans le cas d'une réutilisation et d'un usage similaire dans le cas du réemploi. La réutilisation/le réemploi comprend :
 - .1 La récupération des produits et des matériaux pouvant être réutilisés/réemployés, générés par des travaux de modernisation d'une structure ou d'un ouvrage, avant leur démolition, aux fins de leur revente, leur réutilisation, leur réemploi au sein du même projet ou encore leur entreposage en vue d'une utilisation ultérieure.
 - .2 Le retour aux fournisseurs de produits et de matériaux pouvant être réutilisés/réemployés.
- .4 Récupération : enlèvement des composants et des matériaux de construction au cours de travaux de déconstruction ou de démontage de structures, en vue de leur réutilisation/réemploi ou de leur recyclage.
- .5 Plan de gestion des déchets : document dans lequel est décrit la planification des activités de tri, sur le chantier et/ou hors chantier, des matières résiduelles réutilisables/réemployables et recyclables, afin d'assurer le classement de ceux-ci dans les catégories appropriées. Il faut entre autres planifier comment seront gérés les déchets, où positionner les bacs, qu'elles matières sont acceptées, comment l'indiquer au travailleurs, comment gérer la contamination et fournir l'information sur le cheminement des matières résiduelles jusqu'à leur destination finale, etc.

- .6 Coordonnateur à la gestion des déchets : représentant de l'entrepreneur chargé de la supervision du plan de gestion des déchets, des activités liées à la gestion des déchets sur le chantier, de la diffusion des informations du plan de gestion aux intervenants du chantier. D'autres personnes doivent être aussi désignées parmi le personnel de chaque sous-traitant, pour assurer la coordination de la gestion des déchets avec le coordonnateur. Le coordonnateur est aussi la personne responsable du suivi à faire et des documents à soumettre au professionnel désigné.

- .7 Déchets triés : déchets déjà classés par type.

1.3 Visite du chantier

- .1 Visite préalable : les soumissionnaires doivent obligatoirement faire une visite détaillée du chantier avant de présenter leur soumission.

1.4 Documents

- .1 Conserver, sur le chantier, un exemplaire de chacun des documents ci- après :

- .1 Plan de gestion des déchets.

1.5 Utilisation des lieux et des installations

- .1 Exécuter les travaux en nuisant le moins possible à l'utilisation normale des lieux.
- .2 Mettre en oeuvre les mesures de sécurité provisoires approuvées par le professionnel.

1.6 Documents et échantillons à soumettre

- .1 Soumettre les documents/échantillons requis conformément aux prescriptions de la section 01 33 23 - Dessins d'atelier, fiches techniques et échantillons.
- .2 Préparer et soumettre deux exemplaires du Plan de gestion des déchets avant le début des travaux.
- .3 Le professionnel désigné n'émettra pas le certificat provisoire d'achèvement tant que tous les documents requis dans la présente section n'auront pas été soumis, revus et acceptés par le professionnel désigné.

1.7 Plan de gestion des déchets

- .1 Préparer le plan de gestion des déchets avant le début des travaux.
- .2 Le Plan de gestion des déchets doit comprendre :
 - .1 Une description de la méthode de tri des déchets qui sera utilisée : soit le tri sur le site ou encore le tri hors site et expliquer comment cette méthode sera mise en place.
 - .2 Une description des installations nécessaires pour collecter, manutentionner et transporter les matières résiduelles et préciser la localisation exacte de ces installations sur le chantier ainsi que la signalisation qui sera utilisée pour assurer le respect du tri.
 - .3 Les mesures de sécurité et de protection.
 - .4 Les détails relatifs à la manutention et à l'enlèvement des matières résiduelles.
 - .5 Les destinations finales des matières résiduelles triées avec la description des entreprises concernées : adresse, activités, fonctionnement, preuve de réception des matières du présent chantier.

- .3 Les matières résiduelles doivent être collectées, manutentionnées et évacuées soit à l'état trié ou être triées sur un site indépendant.
- .4 Les matières résiduelles peuvent être collectées, manutentionnées et stockées sur le chantier puis vendus à l'état trié à des particuliers pour réutilisation/réemploi ou à des sites de recyclage exploités en vertu d'un certificat d'approbation.
- .5 Les matières résiduelles collectées pelles-mêles dans un conteneur (tri hors site) doivent être envoyées dans des centres de tri spécialisés. L'entrepreneur doit informer, par le biais de son plan de gestion, le Professionnel désigné de ou des ententes convenues avec le ou les centres de tri. Les centres doivent fournir des preuves de réception des matières résiduelles du présent chantier (billets de livraison, billets de pesée) ainsi que les destinations finales des matières triées.
- .6 Le Plan de gestion des déchets doit être affiché sur le chantier, ou un sommaire de celui-ci, à un endroit où les travailleurs pourront en prendre connaissance.

1.8 Coordonnateur à la gestion des déchets

- .1 Le coordonnateur à la gestion des déchets doit :
 - .1 Planifier et préparer le plan de gestion des déchets.
 - .2 Superviser la mise en place de l'équipement de chantier, la mise en œuvre du Plan en assurant son suivi et sa supervision.
 - .3 Être présent en permanence sur le chantier afin de superviser les intervenants de chantier, répondre aux questions des travailleurs, coordonner et assurer le suivi des conteneurs de déchets de construction/démolition ainsi que la collecte des informations nécessaires à la rédaction du sommaire final.
 - .4 Prendre toutes les mesures pertinentes pour éviter toute contamination des conteneurs destinés au tri des déchets. (Les filières de recyclage et de récupération refusent les conteneurs contaminés avec d'autres déchets que ceux spécifiés ou des frais supplémentaires sont exigés.)
 - .5 Prévoir sur le chantier les installations nécessaires pour collecter, manutentionner et entreposer les quantités anticipées de déchets réutilisables et/ou recyclables sans que cela nuise aux activités du chantier.
 - .6 Rappeler régulièrement, aux sous-traitants et les travailleurs, l'importance de prévenir la contamination des lieux par les carburants, les huiles ou autres produits chimiques dangereux.
 - .7 Prévoir et encadrer la tenue de séances de formation pour les employés de chantier afin d'assurer un tri adéquat des déchets dans les conteneurs appropriés.
 - .8 Fournir le nombre approprié de conteneurs pour les quantités estimées de déchets et prévoir la fréquence des collectes.
 - .9 Utiliser plusieurs petits conteneurs (bacs) mobiles afin de faciliter le tri et le recyclage des cartons, des métaux, du béton, des briques, de l'asphalte, du bois, des plastiques, du verre, du gypse et des contenants à boissons sur le chantier.
 - .10 Identifier clairement le contenu acceptable sur chaque conteneur ou bac ou poubelles afin de faciliter le tri des déchets de construction et éviter les contaminations.

- .11 Assurer le suivi avec le professionnel désigné et la collecte d'informations relatives à la gestion des déchets.
- .2 Sur le chantier, le coordonnateur de la gestion des déchets doit :
 - .1 Assurer un suivi du transport pour vérifier l'acheminement des matières résiduelles vers les installations appropriées.
 - .2 Recevoir une copie des billets de pesés, billets de pesée, feuilles de tri, factures et les conserver comme preuve.

1.9 Contrat avec les sous-traitants

- .1 Le contrat entre les sous-traitants et l'entrepreneur général représente l'outil de base pour l'implantation et la prise de conscience pour atteindre les objectifs de la gestion des déchets de construction.
- .2 La principale difficulté de la gestion des déchets sera de modifier les comportements de l'ensemble des travailleurs et des intervenants de chantier.
- .3 L'entrepreneur général devrait utiliser une forme contractuelle avec les sous-traitants pour s'assurer du bon déroulement de la gestion des déchets.

1.10 Références et liens Internet utiles sur le traitement des déchets

- .1 <http://www.mddep.gouv.qc.ca/matieres/valorisation.htm#debris>
Documentations disponibles :
 - .1 Fiche d'information : « Les résidus de construction, rénovation et démolition ».
 - .2 Guide d'information sur le recyclage des matériaux secs.
- .2 RECYC-QUÉBEC, 7171, rue Jean-Talon Est, bureau 200, Anjou (Québec) H1M 3N2, (514)352-5002. <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca>
- .3 Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999).
- .4 Loi sur la qualité de l'environnement du Québec et ses règlements.
- .5 Politique québécoise de gestion des matières résiduelles (1998-2008).
- .6 Guide pour une construction et une rénovation respectueuses de l'environnement de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- .7 <http://www.3rmcdq.qc.ca/>
- .8 <http://www.cca-acc.com>

1.11 Élimination des déchets

- .1 Il est interdit d'enfouir des détritiques et des déchets sur le site.
- .2 Il est interdit de jeter des déchets, des essences minérales, de l'huile, du diluant à peinture, dans des cours d'eau, à l'égout sanitaire et à l'égout pluvial.

1.12 Stockage, manutention et protection des matériaux

- .1 Stocker aux endroits déterminés au chantier, les matériaux destinés à être réutilisés, recyclés ou récupérés.
- .2 Sauf indication contraire, les matériaux qui doivent être évacués deviennent propriété de l'entrepreneur.
- .3 Protéger, mettre en tas, stocker et cataloguer les éléments récupérés.
- .4 Séparer les éléments non récupérables des éléments récupérables. Transporter et livrer les éléments non récupérables à l'installation d'élimination autorisée.
- .5 Supporter les ouvrages touchés par les travaux. Si la sécurité du bâtiment risque d'être compromise, cesser les travaux puis en informer immédiatement l'ingénieur.
- .6 Protéger les ouvrages d'évacuation des eaux superficielles ainsi que les installations électriques et mécaniques pour éviter qu'ils soient endommagés ou obstrués.

1.13 Calendrier des travaux

- .1 Coordonner la gestion des déchets avec les autres activités afin d'assurer le déroulement ordonné des travaux.

PARTIE 2 - PRODUITS

SANS OBJET

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 Généralités

- .1 Effectuer les travaux conformément au Plan de gestion des déchets.
- .2 Manutentionner conformément aux codes et aux règlements pertinents les déchets qui ne sont ni réutilisés, ni récupérés, ni recyclés.

3.2 Nettoyage

- .1 Une fois les travaux terminés, enlever les outils et les déchets; laisser les lieux propres et en ordre.
- .2 Nettoyer la zone des travaux au fur et à mesure.
- .3 Trier à la source les matériaux qui doivent être réutilisés/recyclés et les placer aux endroits indiqués.

3.3 Matériaux à récupérer et à diriger dans des sites de récupération

- .1 Trier les matériaux du flux général de déchets et les mettre en tas séparés ou dans des contenants distincts, avec l'approbation de l'ingénieur et conformément aux règlements pertinents en matière de sécurité incendie. Identifier les contenants ou les aires de mise en tas. Fournir les instructions concernant les pratiques d'élimination.
- .2 La vente sur place de matériaux récupérés est interdite.

.3 Matériaux de construction : les résidus des matériaux suivants doivent être triés, déposés dans des contenants séparés et transportés sur des sites de récupération à des fins de récupération :

.1 Acier (structure et autres éléments d'acier).

.2 Maçonnerie.

.3 Carton.

.4 Gypse.

.5 Bois.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Contenu de la section

- .1 Dossier de projet, échantillons et devis.
- .2 Matériel et appareils.
- .3 Fiches techniques, matériaux, matériel et produits de finition, et renseignements connexes.
- .4 Fiches et manuels d'exploitation et d'entretien.
- .5 Matériaux/matériel de remplacement, outils spéciaux et pièces de rechange.
- .6 Garanties.
- .7 Certificat d'arpentage final.

1.2 Sections connexes

- .1 Calendrier des travaux Section 01 32 16
- .2 Dessins d'atelier, fiches techniques et échantillons Section 01 33 23

1.3 Documents et éléments à remettre

- .1 Les instructions doivent être préparées par des personnes compétentes, possédant les connaissances requises quant au fonctionnement et à l'entretien des produits décrits.
- .2 Soumettre un exemplaire des manuels dans leurs formes définitives, sept jours avant la réception provisoire.
- .3 Les exemplaires soumis seront retournés accompagnés des commentaires de l'ingénieur.
- .4 Au besoin, revoir le contenu des documents avant de les soumettre de nouveau.
- .5 Une semaine avant l'achèvement substantiel des travaux, soumettre aux ingénieurs, trois exemplaires définitifs des manuels d'exploitation et d'entretien.
- .6 En complément des informations contenues dans la présente section, se référer aux documents des ingénieurs pour connaître les exigences et le contenu des manuels à remettre.

1.4 Présentation

- .1 Présenter les données sous la forme d'un manuel d'instructions.
- .2 Utiliser des reliures rigides, en vinyle, à trois anneaux en D, à feuilles mobiles de 219 mm x 279 mm.
- .3 Lorsqu'il faut plusieurs reliures, regrouper les données selon un ordre logique. Bien indiquer le contenu des reliures sur le dos de chacune.
- .4 Sur la page couverture de chaque reliure doivent être indiqués la désignation du document, c'est-à-dire - Dossier de projet, dactylographiée ou marquée en lettres moulées, la désignation du projet ainsi que la table des matières.

- .5 Organiser le contenu selon les numéros des sections du devis et l'ordre dans lequel ils paraissent dans la table des matières.
- .6 Prévoir, pour chaque produit et chaque système, un séparateur à onglet sur lequel devront être dactylographiées la description du produit et la liste des principales pièces d'équipement.
- .7 Le texte doit être constitué des données imprimées fournies par le fabricant ou de données dactylographiées.
- .8 Munir les dessins d'une languette renforcée et perforée. Les insérer dans la reliure et replier les grands dessins selon le format des pages de texte.

1.5 Contenu de chaque volume du dossier de pro et final

- .1 Table des matières : indiquer la désignation du projet.
 - .1 La date de dépôt des documents.
 - .2 Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du Professionnel et de l'entrepreneur ainsi que le nom de leurs représentants autorisés.
 - .3 Une liste des produits et des systèmes, indexée d'après le contenu du volume.
 - .4 La liste des sous-traitants et leurs coordonnées.
- .2 Pour chaque produit ou chaque système, indiquer ce qui suit :
 - .1 Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone des sous-traitants et des fournisseurs.
 - .2 Le nom des interlocuteurs responsables du projet.
 - .3 Le nom des distributeurs locaux de pièces de rechange.
- .3 Fiches techniques : marquer chaque fiche de manière à identifier clairement les produits et les pièces spécifiques ainsi que les données relatives à l'installation; supprimer tous les renseignements non pertinents.
- .4 Dessins : les dessins servent à compléter les fiches techniques et à illustrer la relation entre les différents éléments du matériel et des systèmes; ils comprennent les schémas de commande et de principe.
- .5 Texte dactylographié : selon les besoins, pour compléter les fiches techniques. Donner les instructions dans un ordre logique pour chaque intervention, en incorporant les instructions du fabricant prescrites.
- .6 Les données suivantes spécifiées dans les sections individuelles des Divisions 05, 09 et 10.
 - .1 La liste de l'équipement, incluant le centre de service.
 - .2 Les renseignements qui figurent sur la plaque signalétique comme le numéro de l'équipement, la marque de commerce, les dimensions, la capacité ou la puissance, le numéro de série.
 - .3 La liste des pièces.
 - .4 Les détails relatifs à l'installation de l'équipement.

- .5 Les instructions relatives au fonctionnement de l'équipement.
- .6 Les instructions relatives à l'entretien de l'équipement.
- .7 Les instructions relatives à l'entretien des finis.
- .7 Diviser les cahiers par spécialité, s'il y a lieu : architecture, structure, aménagements extérieurs, mécanique, électricité, etc.
- .8 Se référer aux documents des ingénieurs, pour la répartition des cahiers.
- .9 Renseignements administratifs : inclure les renseignements suivants :
 - .1 Attestation de conformité à la loi et règlements sur l'économie d'énergie.
 - .2 Attestation de conformité émise par la Commission de la Santé et de la Sécurité au Travail.
 - .3 Attestation d'entreprise en règle par la Commission de la Construction du Québec.
 - .4 Déclaration statutaire à être exécutée par l'entrepreneur et devant accompagner sa demande de libérer la retenue, le dépôt de sécurité ou les deux, lors de l'achèvement substantiel ou du parachèvement.
 - .5 Les quittances des sous-traitants et fournisseurs.
 - .6 Rapport d'essai ou d'inspection.
 - .7 Garanties demandées dans chacune des sections.
 - .8 Un accusé de réception de la part du propriétaire pour toutes les clés, tous les coffrets à clés ou autres éléments remis directement au propriétaire.
 - .9 Une liste des produits de peinture et couleurs utilisés (cédule des couleurs).
 - .10 Les directives d'entretien touchant les surfaces et les matériaux requis.
- .10 Dessins d'atelier
 - .1 Relier séparément un jeu complet des dessins d'atelier définitifs révisés et des fiches techniques.
- .11 La liste des outils spéciaux à fournir au propriétaire.
- .12 La liste des pièces de rechange à fournir au propriétaire.
- .13 Un inventaire des matériaux de remplacement remis au propriétaire avec un accusé de réception de ces produits.
- .14 Les plans « tel que construit », sur lesquels on a consigné les conditions réelles du chantier, tels que décrits à l'article 1.7, ci-dessous.

1.6 Documents et échantillons à verser au dossier de projet

- .1 En plus des exigences mentionnées dans les Conditions générales, conserver sur le chantier, à l'intention du maître de l'ouvrage, un exemplaire ou un jeu des documents suivants :
 - .1 Dessins contractuels.
 - .2 Devis.
 - .3 Addenda.
 - .4 Ordres de modification et autres avenants au contrat.
 - .5 Dessins d'atelier révisés, fiches techniques et échantillons.
 - .6 Registres des essais effectués sur place.
 - .7 Certificats d'inspection.
 - .8 Certificats délivrés par les fabricants.
- .2 Ranger les documents et les échantillons du dossier de projet dans le bureau de chantier, séparément des documents utilisés pour les travaux. Prévoir des classeurs et des tablettes ainsi qu'un endroit d'entreposage sûr.
- .3 Étiqueter les documents et les classer selon la liste des numéros de section indiqués dans la table des matières du dossier de projet. Inscrire clairement - Dossier de projet, en lettres moulées, sur l'étiquette de chaque document.
- .4 Garder les documents du dossier de projet propres, secs et lisibles. Ne pas les utiliser comme documents d'exécution des travaux.
- .5 Les professionnels doivent avoir accès aux documents et aux échantillons du dossier de projet aux fins d'inspection.

1.7 Consignation des conditions du chantier

- .1 Consigner les renseignements sur un jeu de dessins opaques à traits noirs et dans un exemplaire du dossier de projet fourni par le propriétaire. L'entrepreneur doit fournir, à la fin des travaux, deux jeux des dessins corrigés.
- .2 Consigner les renseignements à l'aide de marqueurs à pointe-feutre en prévoyant une couleur différente pour chaque système important.
- .3 Consigner les renseignements au fur et à mesure que se déroulent les travaux. Ne pas dissimuler les ouvrages avant que les renseignements requis aient été consignés.
- .4 Dessins contractuels et dessins d'atelier : indiquer lisiblement chaque donnée, de manière à montrer les ouvrages tels qu'ils sont, y compris ce qui suit.
 - .1 La profondeur mesurée des éléments de fondation par rapport au niveau du premier plancher fini.
 - .2 L'emplacement, mesuré dans les plans horizontal et vertical, des canalisations d'utilités et des accessoires souterrains par rapport aux aménagements permanents en surface.

- .3 L'emplacement des canalisations d'utilités et des accessoires intérieurs, mesuré par rapport aux éléments de construction visibles et accessibles.
- .4 Les modifications apportées sur place quant aux dimensions et aux détails des ouvrages.
- .5 Les changements apportés suite à des ordres de modification.
- .6 Les détails qui ne figurent pas sur les documents contractuels originaux.
- .7 Les références aux dessins d'atelier et aux modifications connexes.
- .5 Devis : inscrire lisiblement chaque donnée de manière à décrire les ouvrages tels qu'ils sont, y compris ce qui suit.
 - .1 Le nom du fabricant, la marque de commerce et le numéro de catalogue de chaque produit effectivement installé, notamment les éléments facultatifs et les éléments de remplacement.
 - .2 Les changements faisant l'objet d'addenda ou d'ordres de modification.
- .6 Autres documents : garder les certificats des fabricants, les certificats d'inspection, les registres des essais effectués sur place prescrits dans chacune des sections techniques du devis.

1.8 Matériel et systèmes

- .1 Pour chaque pièce de matériel et pour chaque système :
 - .1 Donner une description de l'appareil ou du système et de ses pièces constitutives.
 - .2 En indiquer la fonction, les caractéristiques normales d'exploitation ainsi que les contraintes.
 - .3 Donner les courbes caractéristiques, avec les données techniques et les résultats des essais.
 - .4 Donner la liste complète ainsi que le numéro commercial des pièces pouvant être remplacées.
- .2 Fournir les listes des circuits d'alimentation des panneaux de distribution, avec indication des caractéristiques électriques, des circuits de commande et des circuits de télécommunications.
- .3 Fournir les schémas de câblage chromocodés du matériel installé.
- .4 Méthodes d'exploitation : indiquer les instructions et les séquences de mise en route, de rodage et d'exploitation normale; de régulation, de commande, d'arrêt, de mise hors service et de secours; d'exploitation été et hiver et toute autre instruction particulière.
- .5 Entretien : fournir les instructions concernant l'entretien courant et la recherche de pannes ainsi que les instructions relatives au démontage, à la réparation et au réassemblage, à l'alignement, au réglage, à l'équilibrage et à la vérification des éléments et des réseaux.
- .6 Fournir les calendriers d'entretien et de lubrification ainsi que la liste des lubrifiants nécessaires.
- .7 Fournir les instructions écrites du fabricant concernant l'exploitation et l'entretien des éléments.
- .8 Fournir les descriptions de la séquence des opérations préparées par les divers fabricants d'appareils et de dispositifs de commande/régulation.

- .9 Fournir la liste des pièces du fabricant d'origine ainsi que les illustrations, les dessins et les schémas de montage nécessaires à l'entretien.
- .10 Fournir les schémas de commande des appareils de commande/régulation installés, préparés par les différents fabricants.
- .11 Fournir les dessins de coordination de l'entrepreneur ainsi que les schémas chromocodés de la tuyauterie installée.
- .12 Fournir la liste des numéros d'étiquetage de la robinetterie, avec indication de l'emplacement et de la fonction de chaque appareil, et référence aux schémas de commande et de principe.
- .13 Fournir une liste des pièces de rechange du fabricant d'origine avec indication des prix courants et des quantités recommandées à garder en stock.
- .14 Fournir les rapports d'essai et d'équilibrage prescrits aux documents des ingénieurs.
- .15 Exigences supplémentaires : selon les prescriptions des diverses sections techniques du devis.

1.9 Matériaux et produits de finition

- .1 Matériaux de construction, produits de finition et autres produits à appliquer : fournir les fiches techniques et indiquer le numéro de catalogue, les dimensions, la composition ainsi que les désignations des couleurs et des textures des produits et des matériaux. Donner les renseignements nécessaires pour commander les produits spéciaux.
- .2 Fournir les instructions concernant les agents et les méthodes de nettoyage ainsi que les calendriers recommandés de nettoyage et d'entretien, et indiquer les précautions à prendre contre les méthodes préjudiciables et les produits nocifs.
- .3 Produits hydrofuges et produits exposés aux intempéries : fournir les recommandations du fabricant relatives aux agents et aux méthodes de nettoyage ainsi que les calendriers recommandés pour le nettoyage et l'entretien, et indiquer les précautions à prendre contre les méthodes préjudiciables et les produits nocifs.
- .4 Exigences supplémentaires : selon les prescriptions des diverses sections techniques du devis.

1.10 Pièces de rechange

- .1 Fournir des pièces de rechange selon les quantités prescrites dans les différentes sections techniques du devis.
- .2 Les pièces de rechange fournies doivent provenir du même fabricant et être de la même qualité que les éléments incorporés aux travaux.
- .3 Livrer et entreposer les pièces de rechange à l'endroit indiqué.
- .4 Réceptionner et répertorier toutes les pièces, puis soumettre la liste d'inventaire à l'ingénieur. Insérer la liste approuvée dans le manuel d'entretien.
- .5 Inscrire les renseignements suivants :
 - .1 Le numéro des pièces de rechange.
 - .2 L'équipement ou le système pour lequel les pièces sont employées.

.3 Les instructions relatives à leur pose.

.4 Le nom et l'adresse du fournisseur le plus près.

.6 Conserver un reçu de toutes les pièces livrées et le soumettre avant le paiement final.

1.11 Matériaux/Matériel de remplacement

.1 Fournir le matériel et les matériaux de remplacement selon les quantités indiquées dans les différentes sections techniques du devis.

.2 Le matériel et les matériaux de remplacement doivent provenir du même fabricant et être de la même qualité que le matériel et les matériaux incorporés à l'ouvrage.

.3 Livrer et entreposer le matériel/les matériaux de remplacement à l'endroit indiqué.

.4 Réceptionner et répertorier le matériel et les matériaux de remplacement, puis soumettre la liste d'inventaire à l'ingénieur. Insérer la liste approuvée dans le manuel d'entretien.

.5 Conserver un reçu de toutes les pièces livrées et le soumettre avant le paiement final.

1.12 Outils spéciaux

.1 Fournir des outils spéciaux selon les quantités prescrites dans les différentes sections techniques du devis.

.2 Les outils doivent porter une étiquette indiquant leur fonction et le matériel auxquels ils sont destinés.

.3 Livrer et entreposer les outils spéciaux à l'endroit indiqué.

.4 Réceptionner et répertorier les outils spéciaux, puis soumettre la liste d'inventaire à l'ingénieur. Insérer la liste approuvée dans le manuel d'entretien.

1.13 Entreposage, manutention et protection

.1 Entreposer les pièces de rechange, le matériel et les matériaux de remplacement ainsi que les outils spéciaux de manière à prévenir tout dommage ou toute détérioration.

.2 Entreposer les pièces de rechange, le matériel et les matériaux de remplacement ainsi que les outils spéciaux dans leur emballage d'origine conservé en bon état et portant intacts le sceau et l'étiquette du fabricant.

.3 Entreposer les éléments susceptibles d'être endommagés par les intempéries dans des enceintes à l'épreuve des intempéries.

.4 Entreposer la peinture et les produits susceptibles de geler dans un local chauffé et ventilé.

.5 Évacuer les éléments ou les produits endommagés ou détériorés et les remplacer sans frais supplémentaires, à la satisfaction de l'ingénieur.

1.14 Garanties

.1 Séparer chaque garantie à l'aide d'un séparateur à onglet repéré selon la liste donnée dans la table des matières.

- .2 Donner la liste des sous-traitants, des fournisseurs et des fabricants, avec le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du responsable désigné de chacun.
- .3 Inclure les garanties signés, en double exemplaire, par les sous-traitants, les fournisseurs et les fabricants.
- .4 Sauf pour ce qui concerne les éléments mis en service avec l'autorisation du maître de l'ouvrage, ne pas modifier la date d'entrée en vigueur de la garantie avant que la date d'achèvement substantiel des travaux ait été déterminée.
- .5 S'assurer que les documents sont en bonne et due forme, qu'ils contiennent tous les renseignements nécessaires et qu'ils sont notariés.
- .6 Contresigner les documents à remettre lorsque c'est nécessaire.
- .7 Retenir les garanties et les cautionnements jusqu'au moment prescrit pour les remettre. Les inclure au dossier du projet final à remettre à la fin des travaux.

PARTIE 2 – PRODUITS

SANS OBJET

PARTIE 3 – EXÉCUTION

SANS OBJET

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Travaux connexes

- .1 Peinture Section 09 91 00

1.2 Normes de référence

- .1 CAN/CGSB- 1.40-2000, Peinture pour couche primaire, oléoglycérophtalique, acier de construction.
- .2 CGSB 1-GP-181-M90, Enduit riche en zinc, organique, préparé.
- .3 CAN/CSA-G40.21-F04, Aciers de construction.
- .4 CSA G164-FM1992 (C2003) , Hot Dip Galvanizing of Irregularly Shaped Articles .
- .5 CSA W59-F-03 (C2008), Welded Steel Construction (Metal Arc Welding).
- .6 CSA W59 .2-FM1991 (C2003), Welded Aluminium Construction.
- .7 Les soudeurs doivent être reconnus par le Bureau canadien de Soudure.

1.3 Dessins d'atelier

- .1 Soumettre les dessins d'atelier conformément aux prescriptions de la section 01 33 23 - Dessins d'atelier, fiches techniques et échantillons.
- .2 Les dessins d'atelier doivent indiquer, montrer ou comprendre les matériaux, les épaisseurs d'âme, les finis, les assemblages, les joints, le mode et le nombre d'ancrages, les appuis, les renforts, les détails et les accessoires.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 Matériaux et matériel

- .1 Profilés et plaques d'acier : selon la norme CAN/CSA-G40 .21, de nuance 300W.
- .2 Tuyaux d'acier : conformes à la norme ASTM A53-99b, de poids standard, au fini galvanisé de type E, grade A , sans couture.
- .3 Matériaux de soudage : conformes à la norme CSA W59.
- .4 Électrodes de soudage : conformes aux normes de la série CSA W48.
- .5 Boulons et boulons d'ancrage : conformes à la norme ASTM A307-00.
- .6 Galvanisation : galvanisation par immersion à chaud, avec zingage de 600 g/m², conforme à la norme CSA G164.
- .7 Peinture d'impression appliquée en atelier : conforme à la norme CGSB 1-GP-40M.
- .8 Peinture d'impression au zinc : riche en zinc, prête à l'emploi, conforme à la norme CGSB 1-GP-181M.

- .9 Coulis : sans retrait, non métallique, fluide, ayant une résistance de 15 MPa et une résistance à l'arrachement de 7,9 MPa à 24 h.

2.2 Façonnage

- .1 Les ouvrages doivent être d'équerre, d'aplomb, alignés et conformes aux dimensions prescrites; les joints doivent être serrés et correctement assujettis.
- .2 À moins d'indications contraires, des vis à tête plate, ronde et ovale, fraisée, autotaraudeuses et indesserrables doivent être utilisées pour les assemblages vissés ou selon les indications
- .3 Dans la mesure du possible, les ouvrages doivent être ajustés et assemblés en atelier, et livrés, prêts à monter.
- .4 Les soudures apparentes doivent être continues sur toute la longueur du joint; elles doivent être limées ou meulées, de manière à présenter une surface lisse et unie.

2.3 Finition

- .1 Galvanisation : galvanisation par immersion 600 g/m, selon la norme CAN/CSA-G164.
- .2 Peinture pour couche primaire appliquée en atelier : conforme à la norme CAN/CGSB-1.40.
- .3 Peinture pour couctie primaire au zinc : peinture riche en zinc, préparée, conforme à la norme CAN/CGSB-1.181.
- .4 Peinture bitumineuse : conforme à la norme CAN/CGSB-1.1 08

2.4 Peinture appliquée en atelier

- .1 Les pièces métalliques, à l'exception des pièces galvanisées et des pièces qui seront noyées dans le béton, doivent être revêtues de peinture pour couche primaire, appliquée en atelier
- .2 La peinture pour couche primaire ne doit avoir subi aucune altération et être telle qu'elle a été préparée par le fabricant. Elle doit être appliquée sur des surfaces sèches, exemptes de rouille, de graisse et de dépôts, à une température d'au moins 7 °C.
- .3 Les surfaces à souder sur place doivent être nettoyées et ne doivent être revêtues d'aucune peinture.

PARTIE 3 - EXÉCUTION

3.1 Montage

- .1 À moins d'indications contraires, exécuter les travaux de soudage conformément à la norme CSA W59.
- .2 Les compagnies de soudage doivent être certifiées, soit en vertu de l'article 2.1 de la norme CSA W47.1 dans le cas du soudage par fusion ou de la norme CSA W55.3 dans le cas du soudage par résistance.
- .3 Fournir un certificat attestant que tous les joints soudés sont certifiés par le Bureau canadien de soudage.
- .4 Monter les ouvrages métalliques d'équerre, d'aplomb, de niveau, alignés. et ajustés avec précision, et veiller à ce que les joints et les croisements soient bien serrés.

- .5 Fournir et installer des ancrages appropriés et approuvés par l'ingénieur, tels des goujons, des agrafes, des tiges d'ancrage, des boulons et des douilles à expansion, des boulons à ailettes, de même que des ancrages à bascule.
- .6 Les dispositifs de fixation apparents doivent être compatibles avec le matériau qu'ils traversent ou auquel ils sont assujettis; leur fini doit être le même que celui dudit matériau.
- .7 Fournir et installer les composants du bâtiment prescrits dans d'autres sections, conformément à la nomenclature et aux dessins d'atelier soumis.
- .8 Assembler les éléments sur place soit par soudage, soit à l'aide de boulons, selon la norme CAN/CSA-516.1.
- .9 Remettre aux corps de métiers compétents les gabarits et les pièces à noyer dans le béton ou à encastrier dans la maçonnerie.
- .10 Une fois le montage terminé, retoucher avec une peinture pour couche primaire les rivets, les soudures faites sur place, les boulons et les surfaces brûlées ou éraflées.
- .11 À l'aide d'une peinture pour couche primaire riche en zinc, retoucher les surfaces galvanisées aux endroits brûlés lors des travaux de soudage surplace.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Portée de travaux

- .1 La présente section couvre tous les travaux de peinturage intérieurs, conformément aux prescriptions qui suivent.
- .2 La présente section couvre également l'exécution de la peinture sur l'ensemble des structures d'acier et des blocs de béton.

1.2 Normes de références

- .1 Architectural Painting Specifications Manual, Master Painters Institute (MPI)- www.paintinfo.com.
- .2 Canadian Painting Contractors Association (CPCA).
 - .1 Painting Specifications Manual 1993.
- .3 Code national de prévention des incendies du Canada 1990.
- .4 Steel Structures Painting Council (SSPC).
 - .1 Systems and Specifications Manual, 1989.

1.3 Échantillons

- .1 Fournir deux panneaux/échantillons de 300 x 200 mm, de chaque type de peinture prescrite.
- .2 Utiliser un panneau de placoplâtre, de 10 mm, pour les finis sur surfaces lisses.

1.4 Conditions de mise en œuvre

- .1 Ne pas appliquer de peinture dans des endroits où sont effectués des travaux qui dégagent de la poussière.

1.5 Examen des surfaces et des locaux à peindre

- .1 Les locaux seront balayés soigneusement pour enlever toutes les poussières.
- .2 Les surfaces seront convenablement propres, sèches, d'apparence et de texture régulières, libres de défauts.
- .3 À moins de réserves faites au préalable aux ingénieurs et/ou à l'entrepreneur général, le début des travaux signifiera l'acceptation implicite des conditions et de l'état des surfaces sur lesquelles les travaux seront exécutés. L'entrepreneur en peinture sera alors tenu responsable de la qualité et de la condition des finitions si elles ne sont pas de première qualité.

1.6 Conditions climatiques

- .1 Aucune peinture, teinture, préservatif, ne sera appliqué lorsque la température est inférieure à 10 °C à l'intérieur et, pour l'extérieur, lorsque la température ambiante est inférieure à 10 °C et supérieure à 32 °C. Aucun fini extérieur ne peut être appliqué durant la nuit, des chutes de neige, ou après, tant que les surfaces ne sont pas bien sèches. La température du substrat ne doit pas également être inférieure à 10 °C et supérieure à 32 °C.

- .2 Respecter un maximum d'humidité de 12 % pour le plâtre, les planches de gypse, le canevas, le béton et les blocs de béton; et de 15 % pour le bois.

1.7 Protections générales

- .1 L'entrepreneur en peinture protégera ses travaux contre l'humidité ou les avaries de quelque cause que ce soit. Protéger également les travaux adjacents de tous dommages causés par ses ouvriers, les matériaux, les outils ou l'équipement employés pour l'exécution de son travail. Assumer toute la responsabilité pour la protection adéquate des ouvrages contre tout dommage éventuel causé par l'exécution des travaux relevant de cette division ou d'autres.
- .2 L'entrepreneur en peinture devra réparer, sans frais pour le Propriétaire, tous les dommages et à la satisfaction des Architectes. Si à leur avis, ces dommages ne peuvent être réparés convenablement, l'ouvrage ainsi endommagé sera remplacé aux frais de l'entrepreneur en peinture.

PARTIE 2 - PRODUITS

2.1 Matériaux

- .1 Matériaux homologués : pour l'exécution des présents travaux, n'utiliser que les matériaux de peinture de la liste des produits homologués, émise par l'O.N.G.C. et MPI.
- .2 Utiliser des matériaux de peinture, conformes aux normes de l'O.N.G.C. et MPI mentionnées dans liste des systèmes de peinture de finition.
- .3 Les matériaux, de chaque système de peinture, doivent provenir d'un seul et même fabricant.
- .4 Sur les surfaces existantes, fournir et poser un apprêt approprié pour assurer une adhérence parfaite de couche de finition, selon la recommandation du manufacturier de peinture.

2.2 Degrés de brillance

- .1 Par brillance de la peinture, on entend le degré de lustre de la peinture mise en oeuvre, selon les degrés de brillance de MPI courants présentés dans le tableau qui suit :

Degré de brillance	Description	Unités à 60°	Unités à 85°
G1	Fini mat	0 à 5	10 max.
G2	Fini velours	0 à 10	10 à 35
G3	Fini coquille d'oeuf	10 à 25	10 à 35
G4	Fini satin	20 à 35	35 min.
GS	Fini semi-brillant	35 à 70	
G6	Fini brillant	70 à 85	
G7	Fini très brillant	> 85	

PARTIE 3 – EXÉCUTION

3.1 Préparation des surfaces

- .1 Préparer les surfaces en bois, conformément à la norme CAN/CGSB 85.100-93. ou selon les recommandations du fabricant de peinture :
 - .1 Couvrir les nœuds et les surfaces résineuses à l'aide d'une pâte de scellement au vinyle, conforme aux recommandations des fabricants.
 - .2 Couvrir les nœuds et les surfaces résineuses à l'aide d'une pâte de scellement au vinyle, conforme aux recommandations des fabricants.
 - .3 Teindre la pâte de remplissage de la même couleur que la teinture des boiseries.
- .2 Retoucher les surfaces en acier de construction apprêtées en usine avec un produit conforme à la norme CAN/CGSB 85.10-99.
- .3 Préparer les surfaces en acier galvanisé et zinguées, conformément à la norme CAN/CGSB 85.10-99.
- .4 Métaux :
 - .1 Fer et acier : éliminer la rouille, les écailles d'usine, les fondants de soudure et autres contaminants solides à l'aide de brosses mécaniques ou d'un décapage au jet de sable, selon le cas. La brosse d'acier est acceptable pour les petits ouvrages. Traiter le métal au SICOPREP 635-104 ou au Devprep 88 de Peintures ICI, rincer à l'eau, puis essuyer. Procéder à l'application du primaire antirouille dans le plus bref délai possible, après le nettoyage du métal (pas plus de quatre heures).
 - .2 Acier et fonte avec enduit d'atelier, norme SSPC- SP1 : laver les surfaces avec le nettoyeur SICOPREP 635-104 pour enlever graisse, huile, saleté et poussière. S'il y a de la rouille aux endroits où l'apprêt a été abîmé, l'enlever à la brosse d'acier ou à la toile d'émeri. Retoucher les parties dénudées avec un primaire anticorrosion 5281 de Sico/Rust-Oiéum.
 - .3 Préparer les surfaces selon les normes de SSPC (Steel Structures Painting Council). Toutes les surfaces doivent être parfaitement nettoyées, de rouille, calamine, scories de soudure, bavures en relief, huile, saletés et autres matières étrangères.
 - .4 Acier protégé (environnement intérieur) non apparent : norme SSPC-SP2 : outil manuel tel que, brosse d'acier, sablage, grattoir.
 - .5 Acier protégé apparent (devant recevoir une peinture de finition) et métaux ouvrés intérieurs : norme SSPC- SP3 : outil mécanique.
 - .6 Acier non protégé (environnement extérieur) et métaux ouvrés à l'extérieur : norme SSPC-SP6; décapage commercial au jet pour finition transparente préparation SSPC-SP1 O .
- .5 Préparer les surfaces de maçonnerie, stuc et béton, conformément à la norme CAN/CGSB 85.100-93.
- .6 Préparer les surfaces de plâtre et de placoplâtre, conformément à la norme CAN/CGSB 85.100-93. Remplir les petites fissures avec un produit de ragréage.
- .7 Passer l'aspirateur sur les carreaux acoustiques à base de fibres et sur les chapes isolantes.

- .8 Préparer les tuyaux et raccords en cuivre, conformément à la norme CAN/CGSB 85.100-93.

3.2 Application

- .1 Sabler et épousseter entre l'application de chaque couche de peinture afin de corriger les défauts visibles d'une distance de 1,5 m.
- .2 Finir la partie supérieure des armoires et les rebords en saillie, au-dessus et au-dessous de la ligne de vision, selon les prescriptions prévues pour les surfaces environnantes.
- .3 Coordonner, avec l'entrepreneur général, les travaux de peinture incluant les méthodes d'application et les périodes d'exécution des travaux.

3.3 Ouvrages mécaniques et électriques

- .1 Peinturer les canalisations, tuyaux, tiges de suspension et autres matériels mécaniques et électriques apparents qui se trouvent dans des endroits finis, ainsi qu'à l'intérieur des armoires et des placards. Choisir une teinte et une texture qui s'appaireillent aux surfaces voisines, sauf indications contraires.
- .2 Peinturer les tuyaux, canalisations, conduits d'air et autres matériels non finis qui se trouvent dans la chaufferie et les salles des machines et des installations électriques. Dans les autres locaux non finis, conserver le fini original du matériel, des tuyaux, canalisations, tiges de suspension, etc., et ne retoucher que les égratignures et rayures.
- .3 S'assurer que les têtes d'extincteurs ne sont pas couvertes de peinture au cours des travaux.
- .4 Revêtir les parties apparentes de l'intérieur des conduits d'une couche d'apprêt et d'une couche de peinture noire, mate.
- .5 Peinturer en émail rouge, les sectionneurs des réseaux d'alarme et des réseaux d'éclairage des sorties d'urgence.
- .6 Avant de les poser, peinturer les deux côtés et les rives des panneaux de montage en contreplaqué, destinés à recevoir des pièces d'équipement. En principe, conserver la finition initiale de l'équipement et n'intervenir que pour faire les retouches nécessaires, et peinturer les conduits, accessoires de montage et autres articles non finis.

3.4 Finition intérieure

- .1 Couleur au choix du propriétaire.
- .2 Système de peinture pour bloc de béton :
 - .1 Une couche d'apprêt/scellant et couche de fond au latex, série 675-115 de SICO (MPI4).
 - .2 Deux couches de peinture 100 % acrylique renforcé à l'uréthane, série 261 de Sico.
- .3 Système de peinture pour béton coulé :
 - .1 Une couche d'apprêt/scellant et couche de fond au latex, série 870-130 de SICO (MPI 50).
 - .2 Deux couches de peinture 100 % acrylique renforcé à l'uréthane, série 261 de Sico.
- .4 Système de peinture pour murs de gypse :
 - .1 Une couche d'apprêt/scellant et couche de fond au latex, série 870-130 MPI 50 de Sico.

- .2 Salles de toilette, cuisine, dépôt : deux couches de peinture latex 100 % acrylique, 0 COV, tel que Écosource, fini mélamine, série 855 de Sico. Green Seal GS-11.
- .3 Bureaux : deux couches de peinture latex 100 % acrylique, 0 COV tel que Écosource, fini velours, série 853 de Sico. Green Seal GS 11.
- .5 Système de peinture pour plafonds en gypse :
 - .1 Une couche d'apprêt/scelleur, série 850-130, 0 COV tel que Écosource de SICO Green Seal GS-11.
 - .2 Deux couches de finition latex mat à plafond, 0 COV, tel qu'Écosource de SICO, série 851-116 Green Seal GS-11.
- .6 Système de peinture pour métal ferreux (acier, escalier, garde-corps, colonnes, etc) :
 - .1 Une couche d'apprêt anticorrosion au latex 5281 de Rust-Oiéum.
 - .2 Deux couches de latex uréthane D.S.M., série S-37 Métalmax de Sierra, fini semi-brillant.
- .7 Système de peinture pour acier galvanisé (portes, cadres, acier, etc.) :
 - .1 Faire un traitement en 635-104 de SICO et rincer à l'eau.
 - .2 Une couche d'apprêt, série 635-045de Sico.
 - .3 Deux couches de peinture 100 % acrylique renforcé à l'uréthane, série 261 de Sico.
- .8 Système de peinture pour contreplaqué dans salle des machines et installations électriques :
 - .1 Peinture ignifuge et intumescente d'intérieur au latex SICO EXPERT 609-114 réalisée à partir de :
 - .1 Une couche d'apprêt SICO EXPERT 890-114.
 - .2 Trois couches de finition n° 609-114 de Sico.Couleur: gris pâle. Nécessite trois couches pour la résistance au feu.
- .9 Système de finition transparente pour plancher et marches des escaliers :
 - .1 Nettoyage du béton au préalable à l'aide de Rustoleum 108 et deux couches de finition de Sierra performance S-40, fini « clear » (transparent) de Rust-Oiéum.
- .10 Système de peinture pour structure apparente et pontage apparents :
 - .1 Finition latex à retombée sèche :
 - .1 Nettoyer le pontage d'acier galvanisé à l'aide d'une solution de nettoyage 635-104 et rincer.
 - .2 Retoucher l'acier de la structure, rouille et éraflures, avec l'apprêt pour métal à base d'eau série 5281 de Sico/Rust-Oiéum.

- .3 Appliquer sur la surface une finition latex à retombée sèche, série 871-140 Sico-Expert.

FIN DE LA SECTION

PARTIE 1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 Dessins d'atelier

- .1 Soumettre des dessins d'atelier ou illustrations de catalogue, pour approbation.
- .2 Les dessins d'atelier doivent indiquer la dimension et la nature des éléments, du matériau de base, du fini des surfaces intérieure et extérieure, des ferrures et des serrures, des dispositifs de fixation, ainsi que les détails d'installation. Les détails côté de la construction des cabinets, ainsi que l'agencement et les dimensions des différents éléments, avec des vues en coupe, doivent apparaître sur les dessins.

1.2 Travaux inclus

- .1 Fourniture et installation des produits manufacturés divers spécifiés.

PARTIE 2 – PRODUITS

2.1 Adhésif

- .1 Fournir et appliquer de l'adhésif à base d'époxy Ancorfix-3001 de Sika selon les recommandations du manufacturier.

PARTIE 3 – EXÉCUTION

3.1 Installation des produits manufacturés

- .1 Prévoir les fonds de clouage nécessaires à l'installation des produits manufacturés.
- .2 Installer les produits manufacturés conformément aux recommandations du manufacturier.

FIN DE LA SECTION

ANNEXE

Bordereau de soumission

Annexe – Bordereau de soumission

Service Correctionnel Canada – Centre de détention de Joliette		
SPÉCIALITÉ	NOMS DES SOUS-TRAITANTS	MONTANT
Mobilisation et démobilisation		\$
Cornières et plaques de renforcement en acier		\$
Ancrages de fixation/ Adhésif		\$
Adhésif pour les fissurations		\$
Peinture		\$
Nettoyage		\$
Montant total de la soumission (avant taxes)		\$
TPS		\$
TVQ		\$
Montant total de la soumission (taxes incluses)		\$

Chacun des prix ventilés inclut tous les frais d'installation, de correction des déficiences, d'assurance, de pension, d'outillage, de transport, de location et autres frais ainsi que l'administration et profit de l'entrepreneur général et des sous-traitants, mais exclut la TPS et la TVQ.

Signature